



Institut de Documentation et de
Recherche sur la Paix

Les cahiers de l'IDRP

Février 2014

* *Les défis de la guerre*

par Charles-Philippe David - Bruno Drweski - Jacques Le Dauphin

* *Quel avenir pour l'Union européenne ?*

par Daniel Durand

* *hors-dossier : retour sur la Conférence-débat de l'ARAC et de l'IDRP : « l'Europe des nations, une réalité pour demain ? »*

Contributions de Jean-Charles Schmidt et Roland Weyl

Repenser la guerre et la paix au XXI^e siècle (1)

Charles-Philippe David (2)
université du Québec à Montréal

La guerre entre grandes puissances semble appartenir au passé. Ce changement augure, entre États développés, d'une ère de conflits postmodernes, sans passage au conflit armé. D'autres conflits résultent de la fragmentation et de la reconstitution des espaces politiques, s'apparentant aux guerres prémodernes des seigneurs de guerre. Mais globalement les guerres sont en voie de forte diminution. Une paix où les conflits seraient contenus en deçà des affrontements militaires serait-elle en vue ?

Si la guerre constitue toujours une menace, l'espoir est toujours permis. « En termes de morts au combat au prorata de la population mondiale, l'année 2010 a probablement été la plus pacifique de l'Histoire », écrit Joshua Goldstein³. La spirale de la violence serait, selon les rapports du Human Security Report Project (HSRP, connu auparavant comme Human Security Center), bel et bien descendante⁴. Si l'on en croit certains travaux, comme ceux du Uppsala Conflict Data Project (dont les comptes rendus statistiques sont publiés annuellement dans le *SIPRI Yearbook* ainsi que dans le *Journal of Peace Research*), de Spagat et Mack, de Mueller, de Eck et Hultman, ou de Lacina, Gleiditsch et Russett⁵, le nombre de guerres, de génocides et de morts témoigne d'une réduction importante de la violence ces vingt dernières années. Depuis la fin de la guerre froide, les conflits armés majeurs – les « guerres » provoquant plus de 1 000 morts annuellement parmi les combattants – ont chuté de 70 %, passant de treize en 1991 à quatre en 2011. En incluant les conflits armés mineurs (plus de 25 morts annuellement parmi les combattants), l'ensemble des conflits a diminué de 40 % entre 1991 et 2011, passant de 51 à 30 ; les génocides de 90 % ; les attaques terroristes, majeures et mineures, de 50 % ; l'afflux des réfugiés de 45 % ; les guerres civiles de 25 % ; le nombre et les tentatives de coups d'État de 60 % ; le nombre des crises internationales de 70 % ; plus d'une centaine de conflits ont également pris fin ; 70 % des conflits sécessionnistes ont été résolus ; et le nombre moyen de morts au combat qu'entraîne un conflit armé majeur est passé de quelque 20 000 par année dans les années 1950 à moins de 4 000 dans les années 2000 – soit une diminution de 80 % (le nombre équivalent pour un conflit armé mineur passe de 10 000 à 1000, soit une réduction de 90 %). Toutes guerres confondues, 20 000 individus sont morts au combat en 2010 alors que 600 000 périssaient en 1950 (à ce nombre il faut ajouter annuellement depuis dix ans environ 5 000 morts causés par les conflits armés non étatiques). Le ratio du nombre de morts au combat par rapport à la

1 article paru dans la revue « POLITIQUE ETRANGERE » automne 2013 - Reproduit avec l'accord de la revue

2 Charles-Philippe David est titulaire de la chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'université du Québec à Montréal (UQAM), coprésident de l'Observatoire sur les États-Unis et de l'Observatoire de géopolitique, associés à cette chaire. Il vient de publier *La Guerre et la paix. Approches et enjeux de la sécurité et la stratégie*, Paris, Presses de Sciences Po, 3^e édition, 2013.

3 J. Goldstein, *Winning the War on War: The Decline of Armed Conflict Worldwide*, New York, NY, Dutton Adult, 2011, p. 247.

4 HSRP, *Human Security Report 2009/2010: The Causes of Peace and the Shrinking Costs of War*, New York, NY, Oxford University Press, 2011. Voir aussi les rapports de 2005, 2006, 2007 et 2012.

5 M. Spagat et A. Mack, « Estimating War Death: An Arena of Contestation », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 53, n° 6, 2009, p. 934-950 ; B. Lacina, N.P. Gleiditsch et B. Russett, « The Declining Risk of Death in Battle », *International Studies Quarterly*, vol. 50, n° 3, 2006, p. 673-680 ; J. Mueller, « War Has Almost Ceased to Exist: An Assessment », *Political Science Quarterly*, vol. 124, n° 2, 2009, p. 297-321 ; K. Eck et L. Hultman, « One-Sided Violence Against Civilians in War: Insight from the New Fatality Data », *Journal of Peace Research*, vol. 44, n° 2, 2007, p. 233-246.

population a été durant toute la décennie 1990 le tiers du ratio des années 1970. En fait, pour ce qui est du nombre des morts au combat, la dernière décennie a été la moins meurtrière depuis un siècle. Les vingt années qui ont suivi la fin de la guerre froide ont connu une progression fulgurante des processus de paix. « Le déclin du comportement violent correspond à un déclin simultané des attitudes qui glorifient la violence », conclut Goldstein⁶. La transformation des conflits armés, selon le HSRP, est spectaculaire, et confirme globalement une tendance à la diminution marquée de la violence armée – certes avec des nuances importantes. Le centre de recherche canadien note ainsi treize évolutions marquantes. La guerre entre grandes puissances, dans les régions développées postmodernes, a perdu sa raison d'être du fait de facteurs technologiques (l'arme nucléaire), démographiques (faible taux de natalité), économiques (le commerce) et démocratiques (la paix libérale). La guerre demeure meurtrière dans les régions moins développées et sous-développées du système international. En ce sens, l'unipolarité et la supériorité militaire des États-Unis ne préviennent nullement les conflits armés. La planète n'est plus sous « tutelle stratégique » comme ce fut le cas durant la guerre froide, et la multipolarité naissante aggrave dans certaines régions les rivalités géopolitiques.

Le phénomène de la guerre « régresse » et se « désinstitutionnalise » : on en revient à avant 1648 – d'où la notion d'un retour à des formes de guerres « prémodernes ». La guerre classique ou interétatique s'estompe (celle entre l'Éthiopie et Djibouti fut la dernière en 2008), et elle se « privatise », c'est-à-dire qu'elle implique de moins en moins des forces armées de conscription ou de métier et de plus en plus des forces armées privées. L'absolue majorité des conflits armés est désormais intra-étatique (impliquant le gouvernement et au moins un groupe armé). À cet égard, c'est en Inde que se retrouve le nombre le plus élevé de ces conflits depuis 1946 (13), puis en Russie (10), en Birmanie (8), en Éthiopie (6), en Indonésie (5) et en République démocratique du Congo (4).

On dénombre depuis le début de la décennie un plus grand nombre de conflits armés non étatiques (entre au moins deux factions à l'intérieur des États et faisant au moins 25 morts au combat annuellement), que de conflits intra-étatiques (entre un gouvernement et l'une ou plusieurs de ces factions). Durant toute la décennie 2000, on compte 69 conflits armés étatiques mais 221 non étatiques. Les régions où se déroulent la très grande majorité des conflits non étatiques sont l'Afrique subsaharienne et l'Asie centrale. Le nombre de morts au combat a pourtant diminué, là aussi, de moitié : de 6 000 en 2002 à 3 000 en 2008. Depuis 2002, aucun de ces conflits n'a duré plus de quatre ans : leur durée moyenne est de moins d'un an pour environ 80 % d'entre eux. Enfin, les cinq pays les plus affectés par ce type de conflit sont, dans l'ordre : le Pakistan, la République démocratique du Congo (RDC), la Somalie, le Soudan et le Nigeria.

Le ratio civils/militaires parmi les morts qu'entraînent les guerres oscille toujours autour de 50-50, comme cela a été le cas depuis des siècles, avec des variations prononcées selon les décennies – mais non dans une proportion de neuf pour un comme le veut la légende. Tandis que 40 % des victimes (directes) sont tuées au combat, 60 % meurent (indirectement) des grandes conséquences des conflits armés : populations déplacées, maladies, pandémies, malnutrition, famines. Les civils sont ainsi indirectement affectés par la violence. Il est généralement admis qu'aujourd'hui environ un cinquième des civils emportés par les conflits armés sont tués par les forces gouvernementales, 80 % l'étant par des groupes armés non étatiques.

La violence émanant de gouvernements ou de factions armées contre leur propre population stagne. Quelque 25 cas de cette nature ont été recensés en 1989, le même nombre qu'en 2009.

6 J. Goldstein, « Think Again: War », *Foreign Policy*, n° 188, septembre-octobre 2011, p. 54.

Alors que, depuis 2002, ils diminuent significativement en Afrique subsaharienne (une région responsable de 70 % de ces cas), ils augmentent substantiellement en Asie centrale. Prise globalement, toutefois, cette violence semble reculer après 2008.

Moins de civils sont victimes des conflits armés

Moins de civils sont victimes des conflits armés, car moins d'entre eux meurent des conséquences indirectes des guerres, ce qui résulte d'un certain confinement géographique, la violence étant de plus en plus circonscrite (en moyenne sur aujourd'hui 12 % des territoires étatiques), de programmes de vaccination et de prévention des pandémies (réduisant notamment de 78 % la mortalité infantile), de même que de multiples actions humanitaires.

Les estimations du nombre de victimes de la guerre qui a ravagé la RDC entre 1998 et 2003 ont été très exagérées. La réalité est plus proche de 1 à 2 millions, que des 5 millions (ou plus) de victimes annoncés par l'International Rescue Committee (IRC).

Parmi les victimes indirectes des conflits armés, on retrouve beaucoup de femmes et d'enfants, qui subissent notamment des violences sexuelles ; pour leur part, les hommes sont encore très largement (à 90 %) les victimes directes des combats, mais aussi indirectes dans la mesure où ils sont davantage exposés que les femmes aux tueries de masse.

Les guerres qui prennent fin sont plus nombreuses que celles qui éclatent : entre 1991 et 2004 par exemple, 28 luttes armées visant à obtenir l'autodétermination ont débuté, ou repris, alors que 43 étaient endiguées, ou se terminaient. Par ailleurs 25 conflits armés sécessionnistes ont été dénombrés en 2004, soit le plus faible nombre depuis 1976.

En 2010, plus d'Américains sont morts en chutant de leur lit que dans les guerres auxquelles ils participaient. Les 10 000 morts américains, militaires ou civils, dénombrés depuis 2001 (9/11, opérations antiterroristes, Afghanistan, Irak) représentent un cinquième des pertes au combat subies lors de la guerre au Vietnam. Grâce aux percées technologiques récentes (drones armés, progrès dans la médecine de guerre...), la guerre est nettement moins brutale pour les États-Unis. Fin 2013, il y aura moins de troupes américaines déployées dans le monde que dans les années 1930.

Les guerres dites « ethniques » représentent chaque année un tiers des conflits armés (10 sur 30 en 2011). Pour autant, leur nombre a tendance à diminuer fortement depuis la fin des années 1990, à l'instar de celui des conflits d'autodétermination qui baisse également (40 en 1991, 25 en 2004). Dans la plupart des cas, ces conflits sont causés par l'implosion des États, et non l'inverse. Ces guerres reflètent ainsi des crises de gouvernance extrêmes, qui accélèrent l'effondrement étatique (une demi-douzaine d'États se sont ainsi écroulés depuis une vingtaine d'années : Afghanistan, URSS, Yougoslavie, Somalie...).

Les conflits armés se nourrissent également des guerres pour le « profit », c'est-à-dire d'une forte concurrence pour la maîtrise des ressources, notamment minières, diamantaires, pétrolières et aquifères (selon certaines estimations, 40 % des conflits intra-étatiques ont un lien avec ces ressources). Élités, guérillas, mafias, mercenaires utilisent la guerre pour s'approprier ainsi les tributs et la richesse d'une nation. La géographie des conflits, les lignes de fracture, sont ainsi plus déterminées par la distribution des ressources que par les querelles idéologiques ou politiques (par exemple en Afrique centrale ou de l'Ouest). La croissance de vastes et nouveaux marchés de consommation – la Chine, l'Inde – augmente indubitablement la compétition géopolitique pour les ressources.

La démocratisation des États est une source croissante de violence. Environ un tiers de ces États se trouvent dans une situation de transition. Jamais de toute l'histoire il n'y eut autant de démocraties, mais la récente vague de démocratisation a laissé des traces, non seulement par

son incapacité à faire respecter les droits de la personne, ou à établir un état de droit, mais encore par l'instabilité et la violence politique qu'elle a provoquées (voir les cas de l'ex-Yougoslavie, de la Colombie, de l'Afghanistan, de la RDC, du Burundi, du Rwanda, du Liberia, du Soudan, des Territoires palestiniens, du Liban, de l'Irak...)

Les constats optimistes du HSRP sont pourtant largement tempérés par les conflits qui continuent de faire rage, surtout en Afrique, et génèrent à eux seuls autant sinon plus de victimes que dans toutes les autres guerres de la planète. Mais même les conflits armés en Afrique sont moins nombreux aujourd'hui (une dizaine annuellement contre une quinzaine il y a cinq ans), et font de moins en moins de morts directement causés par la violence – avec une baisse de 24 %, et un tiers en moins de pays subissant la violence. Le risque moyen pour un habitant de la planète d'être victime d'une guerre était, au début de ce siècle, d'environ 0,4 %, alors qu'il tournait autour de 1 % en moyenne entre 1945 et 1990. Maladies et pandémies (91 %), accidents de la route (2 %) font chaque année beaucoup plus de morts que les guerres⁷. Celles-ci font toujours cependant, bon an mal an, directement ou indirectement, des centaines de milliers de victimes, alors qu'elles pourraient être, en principe, enrayerées ou endiguées. Les guerres tuent encore !

Les risques de guerre n'ont pas disparu, mais ils peuvent être mieux anticipés et gérés, même si les causes des conflits sont loin d'être résolues. Il est certes trop tôt pour diagnostiquer la guerre comme un mal en voie de diminution, voire d'éradication. L'insécurité humaine représente toujours un défi, un grave danger. Nombre de conflits armés perdurent, toujours meurtriers ; et certaines guerres qui paraissent devoir prendre fin redoublent de violence. Rien n'empêche non plus les surprises : génocides au Rwanda et au Soudan, guerre civile en RDC, reprise des hostilités en Côte d'Ivoire, en Somalie ou au Sud-Soudan... Les affrontements interétatiques restent possibles : dans la péninsule coréenne où, malgré l'armistice, la Corée du Nord peut encore décider d'une agression contre le Sud ; entre la Chine et Taïwan, la première entendant contrer la tendance « sécessionniste » de la seconde ; entre l'Inde et le Pakistan à propos du Cachemire ou, plus récemment, en raison du terrorisme ; entre l'Éthiopie et l'Érythrée (70 000 morts entre 1997 et 2000) qu'opposent des litiges frontaliers ; en Afrique centrale et de l'Ouest où s'entremêlent anarchie interne et querelles entre voisins ; dans le golfe Persique où rien n'est réglé en Irak, ou entre pays de la région sur la question kurde ; au Liban ou à Gaza comme l'ont montré les interventions israéliennes de 2006, 2009 et 2012.

Le (moins) bel avenir de la guerre ?

Quel peut donc être l'avenir de la guerre dans les décennies à venir ? Deux évolutions doivent être soulignées⁸. D'une part, la guerre entre les grandes puissances semble appartenir au passé, évolution rendue possible par les effets combinés de la paix démocratique, économique et institutionnelle. La guerre moderne, entre États-nations de type européen, serait ainsi obsolète. Ce changement révolutionnaire augure, pour les rapports entre les États développés, d'une ère plutôt caractérisée par des conflits postmodernes : les menaces militaires subsisteront mais avec peu de risques de tourner en conflits armés. D'autre part, certains conflits traduisent aujourd'hui un certain retour vers les origines constitutives des États,

7 P. Hough, *Understanding Global Security*, Londres, Routledge, 2004, p. 16.

8 M. Sheehan, « Le caractère changeant de la guerre », in J. Baylis, S. Smith et P. Owens (dir.), *La Globalisation de la politique mondiale*, Montréal, Modulo, 2012, p. 221-236 ; D. Battistella, « Penser la guerre au XXI^e siècle », in S. Paquin et D. Deschênes (dir.), *Introduction aux relations internationales. Théories, pratiques et enjeux*, Montréal, Chenelière Éducation, 2009, p. 77-96 ; P. Williams (dir.), *Security Studies. An Introduction*, Londres, Routledge, 2^e éd, 2013, p. 187-205.

lesquels, dans certaines régions, subissent une double pression venue de la fragmentation et de la reconstitution des espaces politiques. Ici, fragmentation et reconstitution s'apparentent aux guerres prémodernes, celles d'avant les États, créés pour mettre fin au combat anarchique des seigneurs de guerre. Du précédent millénaire subsisterait, ou réapparaîtrait, une violence civile chaotique et destructrice, alors que s'installerait une paix entre grandes puissances où les conflits seraient contenus en deçà des affrontements militaires.

Une tendance au « contre-bellicisme » (*debellicisation*) est certes à l'œuvre selon Mandelbaum, Fettweis, Pinker et Goldstein⁹. La guerre pourrait-elle être domptée, devenir chose du passé ? Oui, si l'on en croit ces auteurs. De plus en plus horrifiante, de moins en moins acceptable politiquement, culturellement et moralement, trop coûteuse, elle pourrait disparaître comme hier l'esclavage, les sacrifices humains ou le cannibalisme. Une telle tendance s'accentuerait du fait du développement et de la démocratisation des États, d'une prise de conscience croissante des normes humanitaires, et de l'émergence d'une économie mondialisée et interdépendante. La connaissance, la psychologie, l'idée même de la guerre se métamorphosent. Dans les pays développés notamment, suggère Mueller, la guerre est désormais exclue tant elle apparaît absurde, incongrue, invraisemblable – d'autant que la paix crée sa propre accoutumance, voire une dépendance dans les populations de ces pays. L'État ne sert plus à faire la guerre mais à faire la paix : *From warfare to welfare*, proclame Mandelbaum. La prospérité est acquise et la guerre lui serait préjudiciable. Pour John Keegan, la guerre « n'a pas d'avenir – pas dans le sens où le monde l'a vécue depuis Napoléon [...]. Elle ne fera pas la manchette des journaux que liront mes enfants et petits-enfants¹⁰ ». Pour François Cailleteau, elle est « inutile » : l'usage de la violence est beaucoup plus bridé que précédemment, par des facteurs économiques (la diminution progressive des effectifs militaires), politiques (l'extrême médiatisation des conflits), démographiques (le vieillissement des populations)¹¹. La fin de la guerre viendrait confirmer la « fin de l'histoire » annoncée (prématurément) par Fukuyama¹². Une thèse qui affirme que le triomphe de la démocratie sur ses concurrents idéologiques mène l'humanité au bout de son évolution, et que ni le nationalisme ni l'irrédentisme ethnique ne pourront menacer les vertus pacifiantes de l'« unanimité idéologique¹³ ».

Multipolarité et équilibre des puissances

En revanche, le déclin relatif des États-Unis entraînera des déséquilibres et des reconfigurations dans les rapports entre puissances. De tels changements pourraient être sources de danger, dans la logique de la théorie de l'équilibre des puissances : surtout dans une période de redistribution de la puissance qui permet l'ascension de nouveaux États forts,

9 M. Mandelbaum, *The Ideas That Conquered the World*, New York, NY, Public Affairs, 2002 ; C. Fettweis, *Dangerous Time? The International Politics of Great Power Peace*, Washington, DC, Georgetown University Press, 2010 ; C. Fettweis, « A Revolution in International Relations Theory: Or, What If Mueller is Right? », *International Studies Review*, vol. 8, n° 4, 2006, p. 677-697 ; J. Mueller, *War and Ideas. Selected Essays*, Londres, Routledge, 2011 ; J. Mueller, « War Has Almost Ceased to Exist: An Assessment », *Political Science Quarterly*, vol. 124, n° 2, 2009, p. 297-321 ; S. Pinker, *The Better Angels of Our Nature: Why Violence Has Declined*, New York, NY, Viking, 2011 ; et J. Goldstein, déjà cité en notes 1 et 4.

10 J. Keegan, « War Ça Change. The End of Great Power Conflict », *Foreign Affairs*, vol. 76, n° 3, mai-juin 1997, p. 113-116.

11 F. Cailleteau, *Guerres inutiles ? Contre-insurrection : une analyse historique et critique*, Paris, Economica, 2011.

12 F. Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.

13 P. Boniface, *La Volonté d'impuissance. La fin des ambitions internationales et stratégiques ?* Paris, Seuil, 1996, p. 47.

modifiant la polarité, donc la stabilité, du système international. Les experts sont quasi unanimes à prédire l'inévitable glissement de l'unipolarité américaine, aux plans militaires et stratégique, vers une multipolarité – ou de nouvelles bipolarités – permettant à une ou des puissances révisionnistes d'émerger¹⁴. Malgré des divergences d'opinion sur sa propension à la stabilité, une configuration multipolaire est jugée par une majorité d'auteurs plus dangereuse, plus propice à une guerre majeure que les configurations unipolaire et bipolaire. Un tel glissement est donc redouté comme susceptible de compliquer les rapports stratégiques, et de produire de multiples dilemmes de sécurité¹⁵. « Il y a toutes les raisons de croire que les tendances de la fin du xvii^e et du xix^e siècle vont resurgir » – estime Christopher Layne¹⁶. Cette mise en garde ne suscite pas trop l'inquiétude de certains réalistes, qui estiment que les États-Unis seront en mesure de gérer la transition stratégique, en Europe comme en Asie – notamment avec la Chine et la Russie¹⁷. D'autres, au contraire, pensent que la multipolarité générera instabilité et nouvelles rivalités : en Asie où la méfiance, les antagonismes et la course aux armements rappelleront l'affrontement Est-Ouest¹⁸ ; en Europe où les rivalités et l'instabilité renaîtront si les États-Unis se retirent, avec un retour aux conflits du passé que l'intégration et la démocratisation ne pourront elles-mêmes freiner¹⁹.

Les guerres auraient-elles tout de même une fin ?

Tout réside dans la façon dont la paix est perçue et obtenue, puisqu'un conflit terminé n'est pas nécessairement résolu. La plupart des guerres civiles semblent ne s'achever que lorsqu'une partie est éliminée ou capitule (au Rwanda, en Bosnie, au Cambodge, en Colombie, au Sri Lanka...) Les guerres civiles sont plus fréquentes, plus destructrices, durent plus longtemps que les guerres interétatiques. Les obstacles à la résolution des conflits intra-étatiques paraissent encore plus sérieux qu'en contexte interétatique, ce qui explique que les négociations de paix échouent souvent²⁰. Sur quelque 140 guerres intra-étatiques entre 1945 et 1999, seules 18 % ont abouti à une résolution pacifique, 53 % des négociations avortant, et la moitié de ces guerres réempruntant le chemin de la violence²¹. Seules 14 des 57 guerres civiles entre 1945 et 1993, soit ¼ d'entre elles, se sont terminées suite à une négociation. Et il y a trois fois plus de chances que la violence récidive suite à une négociation qu'à la suite d'une victoire militaire²². Historiquement, les guerres civiles s'achevant sur une victoire militaire sont beaucoup plus nombreuses que celles qui se

14 T.V. Paul, « Soft Balancing in the Age of U.S. Primacy », *International Security*, vol. 30, no 1, 2005, p. 46-71 ; P. Khanna, *The Second World: How Emerging Powers Are Redefining Global Competition in the Twenty-first Century*, New York, NY, Random House, 2008 ; P. Khanna, *How to Run the World: Charting a Course to the Next Renaissance*, New York, NY, Random House, 2011 ; N. Ferguson, *Civilization: The West and the Rest*, Londres, Allen Lane, 2011 ; N. Ferguson, « Complexity and Collapse. Empires on the Edge of Chaos », *Foreign Affairs*, vol. 89, no 2, 2010, p. 18-32.

15 K.N. Waltz, « Structural Realism After the Cold War », *International Security*, vol. 25, n° 1, 2000, p. 5-41.

16 C. Layne, « This Time It's Real: The End of Unipolarity and the *Pax Americana* », *International Studies Quarterly*, vol. 56, n° 1, 2012, p. 37.

17 C.A. Kupchan, *No One's World: The West, the Rising Rest, and the Coming Global Turn*, New York, NY, Oxford University Press, 2012.

18 A.L. Friedberg, *A Contest for Supremacy: China, America, and the Struggle for Mastery in Asia*, New York, NY, Norton, 2011.

19 J. Mearsheimer, « Structural Realism », in T. Dunne, M. Kurki et S. Smith (dir.), *International Relations Theories. Discipline and Diversity*, Oxford, Oxford University Press, 2007, p. 71-88.

20 C.T. Call, *Why Peace Fails. The Causes and Prevention of Civil War Recurrence*, Washington, DC, Georgetown University Press, 2012.

21 M.D. Toft, « Ending Civil Wars. A Case for Rebel Victory? », *International Security*, vol. 34, n° 4, 2010, p. 13-14.

22 B.F. Walter, *Committing to Peace: The Successful Settlement of Civil Wars*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 2002.

terminent par des accords : 80 % contre 10 % dans les années 1960, 75 contre 20 pour les années 1970, 100 contre 0 durant les années 1980, et 40 contre 40 dans les années 1990 (le pourcentage résiduel étant attribué aux conflits dans l'impasse²³). On assiste pourtant depuis le début des années 2000 à une évolution encourageante. Dans une étude récente, Peter Wallensteen estime que 40 % des conflits armés (130) ont fait, entre 1989 et 2009, l'objet d'un accord de paix : 38 % des guerres interétatiques (8), 31 % des guerres intra-étatiques à motifs politiques (58) et 50 % des guerres intra-étatiques à dimension territoriale (64)²⁴. Mieux encore, dans son dernier rapport, le HSRP annonce – une première dans l'histoire des conflits armés depuis 1950 – que seulement 2 des 17 négociations de paix, dont 1 des 7 accords formels de paix conclus entre 2000 et 2005, ont failli, ouvrant le retour à la violence dans les cinq ans²⁵. En clair, la tendance s'inverse : 14 % seulement des ententes ont échoué dans la première partie des années 2000, alors que ce fut le cas pour 45 % d'entre elles dans les années 1990 (en comparaison, les victoires militaires ont connu des taux d'échec respectifs de 66 % et 9 %). Les spécialistes qui ont affirmé que les conflits armés intra-étatiques contemporains, et notamment les guerres civiles, étaient quasi incurables (*intractable*) se sont sans doute trompés : moins de 10 % des conflits qui ont débuté après 1990 ont duré plus de dix ans, contre 30 % dans les années 1970²⁶.

Phrase d'exergue : La négociation clôt davantage de conflits armés

Dans la décennie 2000, quatre fois plus de conflits se sont terminés par la voie de la négociation, ou par un cessez-le-feu, que par la victoire militaire : dans les deux cas une première dans l'histoire contemporaine. Les quelque 120 conflits armés terminés dans les années 2000 représentent ainsi plus du double de la moyenne des conflits qui ont pris fin au cours des quatre décennies précédentes. Enfin, plus des deux tiers (71 %) des conflits d'aujourd'hui ont moins de dix ans, et plusieurs d'entre eux qui semblaient très difficiles à résoudre l'ont été dans la dernière décennie²⁷. C'est dire combien les accords de paix sont beaucoup plus fréquents qu'auparavant, et les conflits plus résolubles que jamais. Une quinzaine de conflits armés sur trente persistent pourtant tout au long des années 2000.

Les missions de paix remplissent-elles leur mission ?

Beaucoup d'auteurs ont tenté de répondre à la question : les stratégies de paix fonctionnent-elles ?²⁸. Joshi estime que les missions de paix onusiennes « promeuvent le processus démocratique et la paix durable dans les États qui ont vécu une guerre civile²⁹ ». Walter calcule que 43 % des accords signés – sur les 72 négociations en situation de guerre

23 M.D. Toft, *Securing the Peace. The Durable Settlement of Civil Wars*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 2009, p. 7.

24 P. Wallensteen, *Understanding Conflict Resolution*, Londres, Sage Publications, 3^e éd., 2012, p. 82.

25 HSRP, *op. cit.*, p. 170.

26 J.D. Fearon, « Iraq's Civil War », *Foreign Affairs*, vol. 86, n° 2, 2007, p. 2-15, défend l'idée des conflits incurables, idée contredite par le HSRP, *op. cit.*, p. 12.

27 HSRP, *op. cit.*, p. 69, 169-170 ; et aussi : HSRP, *Human Security Brief 2006*, Vancouver, Simon Fraser University, 2006, p. 7-8, 39-47.

28 Voir notamment P.H. Diehl, *Peace Operations*, Cambridge, Polity Press, 2008 ; P.H. Diehl et D. Druckman, *Evaluating Peace Operations*, Boulder, Lynne Rienner, 2010 ; A.J. Bellamy et P.D. Williams (dir.), *Understanding Peacekeeping*, Cambridge, Polity Press, 2^e éd., 2010.

29 M. Joshi, « United Nations Peacekeeping, Democratic Process, and the Durability of Peace after Civil Wars », *International Studies Perspectives*, 2012, p. 1-21 (disponible en ligne seulement, DOI: 10.1111/j.1528-3585.2012.00499.x).

civile étudiées pour la période 1940-1992 – ont été couronnés de succès³⁰. Fortna, à partir d'une analyse de 94 cessez-le-feu dans 60 guerres civiles des années 1990, conclut que la présence des Casques bleus a réduit le risque de reprise de guerre dans une proportion de 55 à 85 %³¹. Ainsi les risques de récurrence sont-ils diminués, en moyenne de moitié, quand les Casques bleus sont déployés. Le maintien de la paix semblerait donc fonctionner, selon Fortna, réduisant les incertitudes, rassurant les parties et, surtout, prévenant les risques d'escalades. Mais les Casques bleus n'ont été déployés que dans 36 de ces cessez-le-feu. Collier estime qu'ils représentent « une grande valeur ajoutée pour peu de frais³² ». Doyle et Sambanis pensent aussi qu'ils ont favorisé les processus de paix quand ils ont été utilisés pour conclure les guerres civiles, autant sinon un peu plus que la victoire militaire de l'une des parties en conflit, et ce depuis 1945³³. Dobbins et Miller ont calculé que sur 20 missions de paix majeures de la communauté internationale de 1989 à 2009, 16 d'entre elles ont amené une paix relative ou certaine, 18 ont produit une plus grande démocratisation, 18 une croissance économique, 18 encore une amélioration notable des indices de développement, enfin 17 ont instauré une meilleure gouvernance³⁴. Enfin, Paris et Sisk ont étudié 14 opérations de paix initiées entre 1989 et 1999, et bien que leurs conclusions soient décourageantes pour les perspectives de consolidation de la paix, tous ces pays jadis meurtris sont aujourd'hui en paix (Namibie, Nicaragua, Angola, Cambodge, Salvador, Mozambique, Liberia, Rwanda, Bosnie, Croatie, Guatemala, Timor oriental, Kosovo et Sierra Leone)³⁵. Le débat porte plutôt sur la forme de la paix. Est-elle superficielle ou pérenne ? Limitée aux dirigeants ou élargie aux populations affectées par la violence ? Les réponses sont généralement plus encourageantes lorsque les Casques bleus interviennent. Encore faut-il qu'ils interviennent – critère à considérer, bien sûr, dans l'évaluation des missions de paix. La majorité des conflits armés, qui tuent annuellement moins de 1 000 personnes au combat (26 conflits sur 31 en 2012), captent très peu l'attention des Casques bleus (Colombie, Philippines, Myanmar, Thaïlande, Palestine, Kurdistan, Yémen, Mali...) Les soldats de la paix sont plutôt requis pour les conflits armés majeurs (provoquant plus de 1 000 morts au combat) : Somalie, Soudan, Congo... Enfin, de nombreux autres critères sont nécessaires pour juger du succès des missions de paix : le contexte de l'intervention, la rapidité du déploiement des forces, leurs effectifs, leur financement, leur capacité d'adaptation, leur interaction avec la population (gare aux Casques bleus accusés de trafics illicites, de contrebande, d'abus sexuels), leur coordination opérationnelle, l'appui résolu ou non du Conseil de sécurité... En conclusion, estime le HSRP, « le message clair pour les décideurs est que les missions de paix fonctionnent. De fait, nous croyons que c'est là la principale raison pour laquelle on assiste à une réduction de la violence armée dans la période post-Guerre froide³⁶ ».

Le jury délibérera, dans les prochaines décennies, sur l'obsolescence ou le bel avenir de la guerre interétatique. On peut être à la fois optimiste et pessimiste sur les perspectives de la

30 B.F. Walter, *op. cit.*, p. 29.

31 V.P. Fortna, *Does Peacekeeping Work? Shaping Belligerents' Choices after Civil War*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 2008, p. 8.

32 P. Collier, *War, Guns, and Votes: Democracy in Dangerous Places*, New York, NY, HarperCollins, 2009, p. 53.

33 M. Doyle et N. Sambanis, « The UN Record on Peacekeeping Operations », *International Journal*, vol. 62, n° 3, été 2007, p. 495-518.

34 J. Dobbins et L. Miller, « Overcoming Obstacles to Peace », *Survival*, vol. 55, n° 1, février-mars 2013, p. 103.

35 R. Paris et T. Sisk (dir.), *The Dilemmas of Statebuilding: Confronting the Contradictions of Postwar Peace Operations*, Londres, Routledge, 2009.

36 HSRP, *op. cit.*, p. 78.

violence. Les États sont beaucoup plus nombreux, mais ils s'engagent moins dans des conflits armés entre eux qu'il y a deux siècles. Toutes proportions gardées, la moyenne du déclenchement de conflits armés est moins élevée aujourd'hui qu'au début du xx^e siècle. Il est pourtant évident que la propension humaine à la violence ne s'est pas estompée ; elle est désordonnée, éclatée, moins étatique. Pourra-t-on éviter la reprise des guerres modernes ? Le défi consiste à faire évoluer sociétés et pays du Sud vers la phase postmoderne, ce qui peut sembler réalisable puisque l'intervention (l'ingérence) internationale se donne pour mission d'exporter le modèle libéral de la paix démocratique, économique et institutionnelle. Reste à voir si cette stratégie pourra diminuer, voire éliminer, au Sud comme cela est apparemment le cas au Nord de la planète, guerres et conflits armés. Peut-être finira-t-on par étudier davantage les causes de la paix que les causes de la guerre...

La première guerre mondiale, un conflit pressenti ⁽³⁷⁾

Bruno Drweski
maître-assistant à l'INALCO

La Première Guerre mondiale a éclaté non pas comme un éclair dans un ciel serein, mais comme le résultat d'une accumulation de tensions et de frustrations, à l'échelle mondiale, qui s'étaient accumulées dans la foulée des « grandes découvertes » qui avaient relié le « nouveau monde » à l'Europe puis dans la foulée du partage du monde dans le cadre du processus planétaire de colonisation. En 1914, la terre se révélait un espace fini et c'est désormais pour s'assurer le partage des richesses et des ressources et retarder la baisse tendancielle des taux de profit que les grandes puissances rivales se sont affrontées.

Dans un monde où les masses découvraient les possibilités ouvertes par le progrès scientifique et technique, possibilités rendant désormais visiblement possible le progrès social, démocratique et civique.

Dans un monde où, malgré cela, persistaient de multiples archaïsmes, entre exploités et nations dominées, opprimées, exploitées, colonisées, entre « capitaines d'industrie » et classes sociales vivant de leur travail.

Dans un monde où était né un mouvement ouvrier de masse. Dans un monde où de nouveaux États indépendants rejetant la domination des vieux empires, naissaient.

Comment la guerre n'aurait pu arriver dans un monde où l'information commençait à circuler, où l'éducation était en train de devenir massive, alors que les blocages sociaux persistaient et que les humiliations nationales s'exacerbaient, en Europe et dans les colonies.

AUX ORIGINES DE LA MONDIALISATION – CONTRADICTIONS MONDIALES

1/ Entre métropoles pour la conquête des colonies, des marchés et des ressources

Alors que le monde était devenu un grand marché tendant vers l'unification, les dominations brutales persistaient et les rivalités entre :

- vieilles puissances coloniales : Grande Bretagne et France en particulier
- nouvelles puissances coloniales : Allemagne et Italie en particulier
- des nouvelles puissances montantes encore « périphériques » : les États-Unis d'Amérique et le Japon
- des puissances « périphériques » et des empires en crise : Autriche-Hongrie, empire Ottoman, Russie.

Le reste de la planète, c'étaient quelques petits États indépendants, beaucoup d'États sous tutelle et une masse de pays colonisés. La lutte pour s'assurer des sphères d'influence, voire un repartage du monde s'exacerbait entre puissances, dès lors que les ressources internes des différents États ne pouvaient être exploitées de façon plus intensive. C'est la guerre qui allait pousser au progrès technique, garant d'une nouvelle révolution technologique dans la

37 Article paru dans le « Réveil des combattants », reproduit avec l'accord du journal

révolution industrielle.

2/ Entre pays développés et pays de l'Est et du Sud

Les puissances de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord dictaient alors les rythmes de développement et les flux commerciaux au reste du monde : aux pays d'Europe de l'Est et d'Amérique latine en mal de « rattrapage » et au monde colonial en mal d'émancipation capitalistes et les différentes formes d'archaïsme(s) que ces mêmes puissances utilisaient dans leurs colonies et leurs sphères d'influence, mais aussi au sein même des sociétés développées où des secteurs entiers de la population, classes défavorisées ou régions marginalisées, ne pouvaient atteindre le progrès.

3/ Entre colonies et colonisateurs

Alors que le siècle des Lumières, la révolution française, l'épopée napoléonienne, le printemps des peuples, la commune de Paris, le mouvement ouvrier avaient répandu les idées de raison et d'égalité des êtres humains, les blocages de la fin du XIXe siècle avaient généralisé également les idées d'inégalités des races, d'inégalité des classes, d'inégalité des sexes, de lutte pour la vie, du « darwinisme social ». Trois révolutions annonçaient un monde nouveau : Première Révolution russe (1905, « la répétition générale »), Révolution mexicaine (1910), Révolution chinoise (1911). Alors que la « civilisation européenne » s'étendait dans le monde avec la « barbarie européenne » barbarie qui se donnait libre cours aux massacres de masse dans les colonies (Algérie, Inde, Congo, Sud-ouest Africain, Philippines, Corée, etc), barbarie qui démoralisait les armées et les fonctionnaires, et qui allait donc tout naturellement être « rapatriée » en métropole au cours de la guerre à venir.

Contradiction politiques entre le poids des monarchies, les mouvements démocratiques et l'éveil des peuples dominés.

Les empires ottomans et autrichiens apparaissent de plus en plus, aux yeux de leurs propres populations, comme des monarchies vieillissantes dans un monde marqué par le dynamisme du capitalisme et des processus de démocratisation des institutions et des rapports sociaux, ce qui ni la « Révolution jeune turque » ni la démocratisation du système électoral autrichien quasiment à la veille de la guerre ne parvinrent à modifier. Le Reich allemand restait marqué par des contradictions fondamentales entre le principe monarchique s'appuyant sur les grands propriétaires terriens de l'est de l'Allemagne et de la Prusse, les Junkers, et la bourgeoisie industrielle de l'Allemagne de l'ouest tendant vers un libéralisme de plus en plus concurrencé par la montée du mouvement ouvrier. Ce qui la poussait vers une politique de fuite en avant vers la puissance mondiale, la Weltpolitik, dont l'axe ferroviaire Berlin-Bagdad devenait le symbole.

A l'Ouest, les démocraties européennes n'avaient pas su assurer la pleine égalité civique, les femmes restaient privées du droit de vote, les lois sociales étaient toujours au stade embryonnaire, y compris si l'on compare avec l'Allemagne et le principe d'égalité était bafoué par ces empires mondiaux partagés entre « citoyens » et « sujets ». Ces incohérences étaient d'autant plus injustifiables que ces démocraties s'étaient trouvées comme principal allié face à la puissance allemande, une Russie dont le système autocratique délégitimait leurs prétentions démocratiques et démasquaient l'hypocrisie de leurs dirigeants. Tout cela au moment où les systèmes d'éducation formaient chaque année de nouvelles vagues de jeunes aux

ambitions montantes, y compris parfois dans les colonies et qui ne trouvaient pas de débouchés à la hauteur de leurs qualifications sur le marché du travail. « Surplus » de capacités dans un monde pourtant promis à l'expansion.

Contradictions sociales entre le renforcement du capitalisme et le développement du mouvement ouvrier.

De plus en plus, les populations mises en mouvement par la mobilité spatiale et sociale découvraient l'incohérence entre le développement des principes démocratiques et le maintien de barrières institutionnelles et d'inégalités sociales figées. La concentration de populations ouvrières venues des campagnes et de l'étranger facilitait les mobilisations au moment où la monopolisation de la propriété industrielle et commerciale bloquait les possibilités d'émancipation et d'autonomisation des masses. Dans beaucoup de pays, en particulier à l'Est et au Sud, mais pas seulement, les réformes agraires n'avaient pas été accomplies, dans d'autres la concentration de la terre répondait aux objectifs des lois du marché.

Contradictions techniques entre le développement d'une industrie moderne et un monde rural resté archaïque.

Les jeunes étaient fascinés par les promesses de la modernité et de la technique dans un monde encore marqué par le poids des religions traditionnelles. A l'enchantement répandu par les vieilles religions, succédait la fascination pour des lendemains prometteurs annoncés par le progrès technique et le mouvement socialiste. Dans une situation où, au quotidien, la masse de la population restait soumise aux lenteurs d'un développement rural trop lent qui faisait disparaître les vieilles formes d'entraides ou de paternalismes sans les remplacer par de nouvelles solidarités. Partout, la mobilité sociale était trop lente, même si l'Amérique et les colonies offraient des débouchés d'où l'on revenait en général avec une arrogance et un esprit conquérant peu propices à la démocratisation des esprits.

LA GUERRE DE 1914-1918 : DES CONTRADICTIONS EN MOUVEMENT

Une guerre improvisée forçant au progrès technique et à l'asservissement des masses

La guerre ce fut une accumulation d'horreurs, tant pour les soldats que pour les civils. Ce fut aussi la précipitation de masses de populations dans le progrès technique.

Ce fut une guerre imprévue pour beaucoup de ceux qui croyaient au progrès de la rationalité et qui ignoraient les grandes contradictions sociales régnant dans leur pays et les grandes contradictions économiques qui dominaient les empires. Pourtant le mouvement socialiste, le marxisme, avait découvert les lois du développement du capitalisme qui ne pouvait avancer sans guerre. Mouvement ouvrier qui, pourtant, en 1914 était englué dans ce que plusieurs militants révolutionnaires et pacifistes appelaient le « crétinisme parlementaire » contrôlé par une « aristocratie ouvrière » attachée aux positions de notables qu'elle était parvenue à conquérir à son profit.

Ce fut une guerre qui était censée être courte mais qui démontra vite l'état d'impréparation des gouvernements et des élites qui durent improviser une guerre de plus en plus meurtrière pour les masses de soldats et qui allait servir à « discipliner » les masses au service des profiteurs de guerre.

Une guerre de positions épuisante : des fronts fixes, mortifères, sans objectifs perceptibles

Ce fut donc une guerre longue, une succession de combats meurtriers, de petites avancées ou de reculs limités, qui faisaient perdre toute conscience d'objectifs finaux pour lesquels il valait la peine de se battre, de mourir ou de tuer.

Çà et là, dans les petits pays envahis, ou lorsque le front se rapprochait de la capitale, le soldat pouvait croire qu'il se battait pour préserver l'indépendance de sa patrie. Globalement cependant, ce fut une guerre dont les objectifs étaient la conquête de la puissance aux dépens d'autres puissances, ce qui éveillait des résistances chez les peuples, ce qui allait se manifester avec une force particulière dans l'empire russe épuisé puis dans les puissances centrales. « Guerre à la guerre » fut un slogan qui allait commencer à conquérir les cœurs de nombreux soldats.

Après un siècle d'affaiblissement de la censure et de rodage de nouvelles techniques de propagande, la Première Guerre mondiale, fut l'occasion de perfectionner les propagandes mensongères et les taux enthousiasmes. Dès 1914, de Berlin à Paris, on annonçait le départ des soldats « la fleur au fusil », alors que dans le silence des compartiments et des foyers familiaux désertés, c'étaient les larmes et l'incompréhension qui dominaient.

Une guerre de mobilité des populations : soldats, réfugiés, femmes, travailleurs étrangers.

Les soldats jetés sur les fronts et dans les tranchées découvraient un monde inconnu, des pays inconnus, des langues inconnues, sur les fronts d'Europe, au Moyen-Orient, dans les colonies. Tant « en face » qu'au sein de l'armée où ils étaient mobilisés. En particulier dans les grands États multinationaux et encore archaïques. Dans beaucoup de pays, on envoyait les conscrits des régions « récalcitrantes » (Alsaciens, Polonais, Arabes, Flamands, Caucasiens, Tchèques, Sénégalais, etc) le plus loin possible de leur région d'origine.

La guerre fut aussi pour certains une gigantesque occasion d'enrichissement, d'affairisme, d'ascension sociale, de carriérisme, d'opportunisme. Alors que le soldat se terrait dans la boue des tranchées, il découvrait lors de ses permissions, la frivolité des grands cafés de la capitale où l'on faisait bombance. Les « planqués » restaient l'objet d'une haine tenace.

Les régions conquises ou dévastées par les combats envoyaient « à l'arrière », souvent dans des contrées méconnues, des masses de réfugiés. Ceux qui étaient restés dans le pays occupé, en Belgique par exemple, se voyaient menacés de suspicion et de répressions de masses. L'occupation signifiait souvent pillage, répression et rébellions.

Alors que l'égalité des sexes n'était encore qu'un rêve lointain, les nécessités de la guerre poussaient à l'embauche des femmes dans des fonctions que l'on considérait jusque là comme impossible à remplir par « le sexe faible »... et qui furent pourtant remplies dans la sueur et la misère par une masse de femmes épuisées et appauvries.

Aux soldats venus des colonies pour se battre dans une guerre qui avait encore moins de sens pour eux que pour les Européens, vinrent vite s'ajouter en Europe des travailleurs coloniaux, venus de pays aussi lointains que la Chine, et qui venaient remplacer la main d'œuvre locale partie au front. Travailleurs coloniaux qui allaient découvrir les contradictions des sociétés des métropoles coloniales et la logique mondiale d'une économie qui écrasait tous les travailleurs.

Une guerre illégitime qui vit craquer tous les systèmes dominants : mutineries, grèves, révolutions.

Les tensions se manifestèrent partout à mesure que la guerre se prolongeait, sans perspective de victoires rapides.

En particulier dans les États économiquement les plus faibles et dont le caractère multiethnique leur enlevait toute légitimité à l'heure de l'exaltation des passions

nationalistes : empire russe, empire ottoman, empires centraux.

Mais aussi dans tous les États capitalistes touchés par la propagande pacifiste et socialiste dès avant 1914.

A mesure que les conditions de vie de plus en plus pénibles se généralisaient et que les soldats, les ouvriers et les ouvrières, les nationaux et les immigrés faisaient connaissance avec le nouvel environnement où ils/elles avaient été précipités. Rationnement, augmentation des prix, misère, disette devenaient le lot quotidien de populations désespérées, excédées, fatiguées.

Des mutineries au front et des grèves dans les usines se multiplièrent, malgré les lois martiales, malgré le système répressif, malgré la trahison de nombreux bronzes syndicaux ou socialistes. Puis éclatèrent les révolutions, en Russie, en Allemagne, en Hongrie. Ailleurs et partout, y compris dans les pays les plus lointains, on assista à la montée de poussées révolutionnaires.

LA PREMIERE GUERRE MONDIALE : UNE GUERRE POUR RIEN ?

Des vaincus humiliés, des vainqueurs épuisés

Les vaincus ne furent pas vraiment défaits puisque les armées « victorieuses » n'avaient atteint ni Berlin, ni Vienne, ni Constantinople, ni même Sofia. Ils furent vaincus par épuisement et rébellion de leurs propres peuples contre les profiteurs de guerre et les régimes archaïques. Mais ces vaincus furent humiliés par les puissances « victorieuses » qui voulurent croire dans leur victoire au lieu d'imposer les critères démocratiques de solution des conflits au nom de quoi elles s'étaient battues. Les repartages du monde et le découpage des nouvelles frontières furent l'occasion de démontrer à quel point c'était la logique des rapports de force qui s'imposait contre les sentiments et les intérêts de tous les peuples concernés.

La France et la Grande-Bretagne essouffées par leur effort de guerre et la multiplication des tensions sociales et des revendications dans leurs colonies pensèrent sortir « par le haut » de ces menaces en ponctionnant les nouveaux territoires conquis et en détruisant leurs concurrents.

Dans les faits, 1918, ce furent des puissances victorieuses déclinantes, des États humiliés et revanchards, des compromis bancals entre puissances, des conflits territoriaux généralisés.

Des anciens combattants hors circuit dans la société

Une masse de soldats démobilisés qui avaient découvert un autre monde et souvent peu désireux de se recaser dans les vieilles structures, voire désormais incapables de le faire lorsqu'elles avaient été démantelées, surtout dans les pays vaincus et en crise, se retrouvaient « à la rue ».

Certains furent absorbés dans les usines et les mouvements ouvriers, beaucoup furent jetés dans la précarité des villes et des petits centres urbains. Ils allaient nourrir les mouvements d'anciens combattants et de corps francs d'extrême droite qui furent le terreau du fascisme et du nazisme.

Car, en Allemagne, dans l'ex-empire austro-hongrois, dans l'ancien empire russe, en Turquie et en Grèce, la guerre ne s'arrêta pas en 1918 mais allait se poursuivre parfois jusqu'en 1922-1923. Augmentant le nombre de désespérés, de réprimés, de réfugiés, de déplacés.

L'espoir s'est levé à l'Est, la puissance s'est déplacée vers l'Amérique.

La défaite des empires centraux et l'épuisement des puissances européennes victorieuses

sonna le glas de la dynamique coloniale. Un nouvel empire était né en Asie, le Japon, qui profita de la Première Guerre mondiale pour s'étendre sur les bords du Pacifique. Signe que le règne de « l'homme blanc » pouvait être concurrencé.

En Russie, les deux révolutions successives de 1917 amenèrent contrôle ouvrier, nationalisation, droit de vote pour les femmes, révolution culturelle, mobilité sociale, industrialisation, internationalisme, anticolonialisme. L'Internationale communiste allait remplacer la vieille internationale ouvrière déconsidérée par la guerre et le Congrès des peuples d'Orient de Bakou signaler l'émergence d'une alliance entre communisme et luttes anticoloniales. C'est aussi dans la foulée de la Révolution russe que, dans les démocraties occidentales, pour la première fois dans l'histoire, on vit des partis sociaux-démocrates plus modérées que les communistes accéder au pouvoir. Face à la peur « du bolchévik avec son couteau entre les dents », les bourgeoisies découvraient les possibilités du « compromis de classe ». Autre conséquence de la Première Guerre mondiale.

La Révolution en Russie, privant le capitalisme de la gestion d'un sixième de la planète, signifia le premier recul du capitalisme dans l'histoire. La mondialisation et les taux d'échanges commerciaux internationaux de 1913 n'allaient plus être connus jusque dans les années 1980. C'est vers une politique de développement plus aut centrée que les États allaient devoir s'orienter.

Seul pays réellement vainqueur et profiteur de la Guerre, les États-Unis d'Amérique, enrichis par la guerre qui avait multiplié leurs capacités productives, sauveurs d'une puissance britannique demandeuse, à la tête d'un continent encore à exploiter (leur domaine d'Amérique du Nord et leurs protectorats de fait d'Amérique latine), c'était alors une puissance socialement et techniquement dynamique en état de drainer vers elle capitaux, main d'œuvre choisie et élites scientifique. Dans un pays toujours marqué par des inégalités de races héritage de la période coloniale. L'Amérique un « mythe » pour un siècle de guerre.

Guerre mondiale donc qui s'arrêta en principe en 1918, mais qui allait repartir une vingtaine d'années plus tard et dont les conséquences directes se firent sentir jusqu'à la fin du « court vingtième siècle » (1914-1991), sous le signe des révolutions et des contre-révolutions.

Les nouveaux défis de la guerre et de la paix

Jacques Le Dauphin
directeur de l'IDRP

« Depuis six mille ans, la guerre plaît aux peuples querelleurs, et Dieu perd son temps à faire les étoiles et les fleurs », (Victor Hugo)

« Vous allez voir qu'un jour on va nous déclarer la paix et que nous ne serons pas prêts », (Tristan Bernard)

La guerre doit-elle se conjuguer, au passé, au présent, au futur ? La commémoration du centenaire de la première guerre mondiale (1914-1918) fournit l'occasion de tenter de répondre à cette question. En effet l'analyse, des causes, du déroulement, de l'issue, de ce conflit est importante, car il a ouvert la voie aux affrontements du XXe siècle, les plus nombreux, les plus meurtriers de l'histoire.

Penser la guerre aujourd'hui est donc de brûlante actualité. Dans cet esprit c'est le thème qui a été retenu cette année par « Les rendez-vous de l'histoire », lesquels se sont tenus à Blois du 10 au 13 octobre 2013, invitant, philosophes, économistes, sociologues, politiques, militaires, à aborder la problématique dans toute sa complexité.

Convoquer à un tel colloque des spécialistes de l'étude de diverses périodes de l'histoire, conduisait naturellement à déborder le cadre strict du centenaire. Présidé par le réalisateur

Bertrand Tavernier, ce fut le cas. Ainsi un débat s'est instauré sur le rôle de la guerre dans l'histoire. Que la guerre ne soit pas une simple excroissance et qu'elle ait pu jouer un rôle structurant dans l'histoire du monde, n'est pas une idée fantaisiste, dans le sens où elle fut quasi permanente durant les siècles. Il est donc difficile, sinon impossible de l'isoler du contexte global. À ce sujet, de nombreuses études se sont attachées à définir spécifiquement la guerre comme expression de rapports inter-étatiques, soulignant les évolutions dans les équilibres de puissances, en prenant comme point de référence, celui des Traités de Westphalie de 1648, après la guerre de trente ans.

On soulignera en particulier, fin du XIXe siècle, les études bien connues du général et théoricien prussien, Carl Von Clausewitz, lequel a indéniablement apporté une contribution importante. Dans son ouvrage « De la guerre » il avançait l'idée, que dans les rapports inter-étatiques, l'usage de la force armée a pour objectif de dénouer des situations conflictuelles tendues entre deux ou plusieurs États.

Peut-on penser aussi que la guerre puisse jouer un rôle dans de profonds bouleversements dans la configuration mondiale ? L'historien britannique, Éric Hobsbawm, dans son ouvrage « L'âge des extrêmes » évoque la révolution russe de 1917, laquelle pour lui est fille de la guerre du XXe siècle, qui a créé l'URSS devenue superpuissance dans la seconde phase d'une guerre de trente ans. Toutefois il a tenu à moduler quelque peu ce propos en précisant « *La guerre n'a pas contribué seule, mais en a créé le moment opportun* ».

Mais le monde a profondément changé, en particulier lors des années 90, qu'en est-il de cette analyse et des rapports inter-étatiques ? La fin de la guerre froide semble avoir mis en sommeil les conflits inter-étatiques. Toutefois les doctrines stratégiques, y compris les plus récentes, des principales puissances n'occultent pas la possibilité de tels conflits.

La guerre froide aurait-elle simplement laissé la place à une « paix froide » entre grandes puissances ? On sait que l'équilibre entre les grandes puissances actuelles et, à fortiori, avec celles en devenir, n'est jamais assuré une fois pour toute et que toute remise en cause peut provoquer des situations conflictuelles. La fin du monde bipolaire a induit une marche en solitaire des États-Unis. Ces derniers devenus seule superpuissance disposent d'une organisation capable de mobiliser très rapidement de grandes ressources économiques et techniques à des fins militaires.

On constate ces dernières années la forte propension des États-Unis., pour des objectifs économiques et politiques, à projeter cette puissance à travers le monde. Sous le couvert de la guerre contre le terrorisme, de vastes régions du monde sont considérées comme « *territoires de guerre* », présents ou potentiels, y compris passibles d'actions armées préventives. On soulignera à ce sujet les guerres suivies en Irak, en Afghanistan, les menaces lancées contre l'Iran, la Syrie...

Cette volonté hégémonique des États-Unis. à vouloir tout régenter n'est pas sans poser problèmes aux autres puissances, car elle constitue une entrave à leurs propres ambitions. Cette situation peut-elle se poursuivre sans réactions ? La tragédie syrienne a conduit les grandes puissances à rebattre les cartes pour une nouvelle donne, en fonction de leurs intérêts respectifs dans la région, mais aussi pour de nouveaux rapports de force. S'agit-il de la fin de l'hyperpuissance américaine ? Il convient d'être prudent vis-à-vis d'une telle affirmation. Mais les faits marquants de l'année 2013 pourraient annoncer les contours d'un monde qui change de base, et pourraient bien confirmer la fin de la domination sans partage des États-Unis. La montée en puissance de la Chine et le pivotement américain vers l'Asie doivent être pris en considération. Allons-nous revenir à ce qu'on appelle « les boules de billard », se traduisant par des déséquilibres et des configurations de puissance, et revenir pour le troisième millénaire au « jeu de Westphalie » qui a mené aux guerres durant trois

siècles ? Le débat reste ouvert.

Pour situer les problèmes dans leurs évolutions lors de ce siècle de guerre, les réflexions retenues portent sur quatre temps de cette période : 1914-1918, comme guerre mondiale et combats européens ; 1939-1945, comme guerre totale et combats planétaires ; 1945-1991, comme guerre froide et luttes pour la décolonisation ; 1991- 2014, dans lequel nous nous trouvons présentement.

Chacun des temps définis mériterait un long développement, mais on s'en tiendra à l'analyse de la période contemporaine. Lors de cette période le monde a profondément évolué et la guerre aussi. Alors comment analyser cette évolution pour aujourd'hui, et peut-être pour demain, concernant l'approche de la guerre ? Le monde actuel apparaît complexe, et souvent présenté comme dangereux, et dans une large mesure imprévisible. Le bilan stratégique 2013 dressé par le journal « Le Monde » évoque une « planète sous tension » Il reste qu'il y a affrontement dans les analyses, selon qu'y domine « le danger » ou « l'espoir », dont les mouvements populaires sont porteurs. L'exclusivité de conflits inter-étatiques a disparu

Des théories tentent d'en assumer le relais. Ainsi en 1993 dans la revue « Foreign Affairs », Samuel Huntington publiait un article intitulé « The clash des civilisations ? ». Cet article fit grand bruit à l'époque et suscita, et on doit le dire, suscite encore débat, au point qu'il fit l'objet d'un livre dont la dernière réédition est datée de 2007. Selon son auteur, il s'agirait, d'un affrontement envisageable entre les grandes aires culturelles de la planète, qui se substituerait aux rivalités entre grandes puissances, caractéristiques du XXe siècle. Ainsi la prochaine guerre mondiale pourrait être une guerre entre civilisations concurrentes. Sans doute ce type de phénomène décrit est de pure fiction, toutefois le caractère déterministe qu'il revêt est des plus dangereux, car il suppose un antagonisme permanent entre civilisations. De là à promouvoir les valeurs occidentales comme valeurs universelles il n'y a qu'un pas.

De nouveaux types de guerre se sont développées, nommées intra-étatiques qui affectent à des degrés divers de nombreux continents. Certaines ne sont pas nouvelles, mais la fin de la guerre froide a permis leur développement accru. Certains conflits temporisés par l'ordre bipolaire ont refait surface accompagnés de nouveaux.

Dans le phénomène de la guerre un certain nombre de discontinuités sont apparus. L'élargissement du concept de sécurité a entraîné la dissémination de la notion de guerre, englobant désormais des champs discursifs très hétérogènes.

On assiste à la lutte pour la sécession, contestations des frontières. C'est le cas en particulier pour l'Afrique où les affrontements ne peuvent seulement être présentés comme ethniques et religieux. L'Afrique subsaharienne est sans doute la région la plus exposée aux conflits. Les conséquences qui en résultent sont dramatiques. Des solutions peuvent-elles être trouvées ? La réflexion porte souvent sur le choix au sein d'un triptyque, ingérence, assistance, indifférence. Les chantres de l'interventionnisme préconisent de promouvoir le droit d'ingérence. De quel ordre une politique d'intervention, humanitaire, politique, militaire ? Et qui intervient ? Les puissances susceptibles d'intervenir ne sont pas nécessairement neutres, et peuvent être animées d'objectifs économiques et stratégiques. On rappellera de surcroît que ce type d'intervention est en contradiction avec la Charte des Nations unies.

Selon Jean-Yves Le Drian, ministre français de la défense, présent à la rencontre de Blois, pour qu'une intervention armée soit pleinement justifiée, elle doit réunir le triptyque sécurité – moralité – légitimité, qui ne va pas forcément de pair avec la légalité. Revalorisation du concept de « guerre juste » ? Doit-on adopter la non-assistance ou l'indifférence ? Le débat stratégique demeure ouvert.

Dans la plus grande partie du monde la guerre demeure encore d'actualité.

Une question est posée : la société peut-elle évoluer sans la guerre ? Sans doute mais comme

le disait déjà Spinoza, la paix n'est pas seulement l'absence de guerre. La valeur paix recouvre sans aucun doute une aspiration largement partagée, traduisant parfois un idéal. Il reste que comme toutes les valeurs, la paix est évolutive dans son contenu, dans les formes de sa promotion. Qui dit valeur évolutive, sous-tend un passé, un présent et aussi un avenir. C'est pourquoi il semble nécessaire de revisiter en permanence le concept, en examinant à quel niveau d'analyse il se rattache. Si nous ne le faisons pas, le risque est grand d'en rester à des généralités sans grande consistance, qui, dans certains cas, pourraient relever de l'incantation. On peut risquer l'idée que la paix n'est pas une notion figée, stable, mais une création continue en nécessaire évolution. Le monde actuel n'est à l'évidence plus le même que celui dans lequel Kant formulait l'idée d'une paix perpétuelle. Le contexte international actuel est inédit et impose de revisiter un certain nombre de concept comme celui de la paix. Les défis lancés au monde contemporain sont multiples et le premier d'entre-eux c'est la paix. Cependant, cette dernière ne viendra pas spontanément.

Comme le souligne fort pertinemment François Géré dans son livre « La société sans la guerre », « *La paix du XXIe sera stratégique ou ne sera pas* ». Mais n'est-ce pas justement le sens profond du concept de « culture de paix », initié par l'UNESCO et repris par l'ONU ? Construire la paix est un impératif.

À ce sujet, on peut s'interroger sur la capacité des États à y répondre par eux-mêmes, car jusqu'alors, le résultat n'a pas été brillant. S'en remettre à eux, c'est courir le risque de voir perdurer une conception de la sécurité et de la paix axée prioritairement sur les dimensions militaires et les rapports de force. Il convient sans aucun doute, pour une telle ambition, de faire appel à l'action citoyenne à tous les niveaux. Ce qui dans le principe n'est pas inédit, car conforme au préambule de la Charte des Nations Unies « nous les peuples ».

Il faut mettre les valeurs humanistes en haut de notre ordre du jour, et inspirer « *un dégoût actif de la guerre* » comme le disait Bertha Von Suttner, une des fondatrices du Bureau international de la paix. L'ambition peut paraître ardue, le terrain à défricher est vaste, que de grain à moudre dans une telle perspective, mais existe-t-il une autre voie ?

Union européenne : « no future » ou avancées possibles ?

Daniel Durand,
chercheur à l'IDRP

Introduction

À l'approche des élections européennes, les critiques de la politique étrangère de l'Union européenne dans le monde pleuvent. Un vent de scepticisme se développe, notamment autour des questions économiques et de la politique à mener face à la crise : mise en cause de l'euro, tentation de ce que l'on pourrait qualifier de « splendide isolement »... D'autres critiques se développent également sur le thème de « l'impuissance européenne » : soit toujours sur le plan économique, soit sur le plan de la politique étrangère ou de la politique de défense face notamment aux crises régionales. Devant ces critiques, on est tenté de se demander si l'Union européenne a toujours un avenir politique, voire institutionnel ?

C'est au travers des deux dernières dimensions (politique étrangère et de sécurité) que nous allons traiter cette problématique dans cet article. Pour cela, il convient d'abord de rappeler quel est le contexte dans lequel se déploie l'action de l'Union européenne en matière de relations internationales.

A/ Réalités du terrain et réalités des critiques

1/ Les réalités du terrain :

a/ Conflits et interventions civilo-militaires :

Rappelons que, depuis le début des années 1990, le nombre de conflits armés dans le monde a connu une baisse marquée ⁽³⁸⁾. En 2010, on a compté quinze conflits armés majeurs en cours, le plus bas niveau depuis 1957. Au cours de la décennie 2001-2010, seulement deux sur un total de vingt-neuf conflits armés majeurs ont été inter-étatiques. Les conflits armés intra-étatiques, généralement liés à la formation d'États ou à des guerres civiles, sont la forme la plus commune des conflits violents contemporains.

Parallèlement, l'assistance humanitaire de l'UE s'est montée à une hauteur de 14 milliards d'euros dans 140 pays dans le monde ⁽³⁹⁾ et touchant chaque année 150 millions de personnes. Pour 38 %, elle a concerné des catastrophes naturelles, le reste des crises de longue durée (42%) comme en Palestine, ou de courte durée (20%).

L'Union européenne a déployé ses premières opérations civiles et militaires au titre de la PESD à partir de janvier 2003 ⁽⁴⁰⁾. Aujourd'hui, ses interventions uniquement militaires se déroulent : au Mali avec l'opération Serval, en soutien à la France, en Bosnie-Herzégovine depuis décembre 2004, en remplacement de l'OTAN, dans l'Est du Tchad et dans le Nord-Est de la République centrafricaine depuis le 28 janvier 2008 pour un travail en coordination avec la force des Nations Unies (MINURCAT), une force navale européenne (EUNAVFOR) dans le golfe d'Aden et l'océan Indien, dans le but de lutter contre les pirates. L'UE déploie en plus plusieurs opérations civilo-militaires consacrées à la formation de forces de

38 La Documentation française :

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000529-des-conflits-mondiaux-aux-multiples-facettes>

39 Chiffres fournis par la Commission européenne : http://ec.europa.eu/echo/about/presentation_fr.htm

40 Wikipedia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Politique_de_s%C3%A9curit%C3%A9_et_de_d%C3%A9fense_commune

police en RD du Congo, en Palestine, en Irak, en Bosnie-Herzégovine, en Afghanistan, au Kosovo.

L'ONU semble accorder une attention de plus en plus importante aux opérations militaires de l'UE qui se situent toutes dans le cadre d'un mandat ONU. Pour les responsables onusiens, le modèle doit servir à influencer les organisations régionales, en particulier l'Union Africaine.

b/ Politique de défense

À ceux qui critiquent l'impuissance voire l'inexistence d'une politique européenne de défense, un ancien Ingénieur général de l'armement confiait dans les colonnes du Huffingtonpost que, dans les années 80, « *on faisait presque tout, tout seul, et le reste avec les autres. Aujourd'hui, la logique est inverse, on fait presque tout avec les autres, c'est la norme, et l'exception, c'est de faire tout seul* ». Et le journaliste de conclure : « *Difficile effectivement d'imaginer il y a seulement un quart de siècle qu'une agence exécuterait sous mandat des États un ensemble de grands programmes d'armement, qu'une autre au sein de l'UE se mobiliserait à mettre autour de la table 28 États membres (!) pour tenter de faire converger certains besoins opérationnels, que la division Aérospatiale d'Eurocopter fusionnerait avec MBB ou encore qu'un groupe comme MBDA se constituerait. En somme, un processus d'intégration européenne politique et industriel est observé dans un secteur où on ne l'attendait pas : l'armement* »⁽⁴¹⁾.

La visée stratégique commune sur laquelle devrait reposer logiquement ces coopérations a-t-elle réellement progressé ? C'est apparemment une autre question, bien plus compliquée encore...

2/ Derrière les critiques...

a/ les tentations du repli national

Beaucoup de critiques reposent sur des illusions sur l'efficacité d'un repli national ou des marges de manœuvres existantes pour une action totalement indépendante ce qui amène à une description apocalyptique de la situation actuelle de l'Union européenne : « *Nous voyons un chômage de masse, une stagnation économique prolongée, une désindustrialisation continue, le déclin de l'Europe. Sa voix est inaudible dans les grandes affaires du monde* »⁽⁴²⁾. D'autres critiques peuvent être considérées avant tout comme des incantations vaines et inefficaces à usage politique intérieur : « *Si la gauche veut mener des politiques de gauche, elle doit non seulement sortir de l'euro, mais aussi s'émanciper du système européen, conçu sur des bases idéologiques qui relèvent de la pensée néolibérale* »⁽⁴³⁾.

Il est beaucoup écrit sur la désaffection de l'opinion vis à vis de l'Union européenne mais les sentiments de l'opinion publique dans les pays de l'Union européenne sont contradictoires. Ainsi, « *une majorité absolue se dégage pour dire que l'appartenance à l'UE est une « bonne chose* », une grande première, selon le Parlamètre (Eurobaromètre du Parlement européen - 2012) ; mais selon l'Eurobaromètre standard, « *la confiance dans l'UE s'est encore dégradée pour atteindre le plus bas niveau jamais mesuré* » (31%, – 3 points). Autrement dit, les Européens – dans la crise – considèrent que l'appartenance à l'UE ne peut être qu'un « plus » – quoiqu'ils soient sans illusion sur les capacités réelles de l'UE à résoudre difficultés et problèmes.

b/ nation – souveraineté populaire

Beaucoup de critiques montrent que le débat sur nation/peuples ou volonté populaire, neuf

41 http://www.huffingtonpost.fr/samuel-faure/integration-europe-armement_b_4466727.html

42 Jean-Pierre Chevènement,

http://www.chevenement.fr/L-Europe-a-28-est-un-magma-d-impuissance-conjuguee_a1575.html

43 Jacques Nikonoff : http://www.marianne.net/La-gauche-peut-elle-reussir-avec-l-euro_a206815.html

ans après le référendum de 2005 sur la constitution européenne, n'est pas épuisé, notamment en France.

L'intégration européenne sur les plans monétaire, législatif, économique, sanitaire, y compris (même si c'est encore plus partiel) sur les plans de politique étrangère, de fabrications d'armements, montre que les états européens ont consenti d'énormes abandons de souveraineté. 95 % de la législation française aujourd'hui résulte de l'intégration dans la constitution de lois et réglementation européennes. Les notions de souveraineté et indépendance nationales doivent donc être revisitées. L'enjeu est évidemment d'éclaircir les directions prises, et comment soit les assumer, soit les faire évoluer, soit les transformer.

Parallèlement, dans les trois dernières décennies, les caractéristiques de l'action populaire, la manière dont les opinions publiques s'expriment, ont, elles aussi, beaucoup évolué. Les actions collectives, au travers du suivi de grands morts d'ordre de syndicats, partis politiques, ont rencontré des difficultés et sont moins fréquentes. Des actions plus fragmentées, ou à l'appel d'autres « lanceurs d'initiatives » comme les réseaux sociaux, ont tendance à jouer un rôle grandissant. Elles impliquent des mobilisations plus individuelles à l'origine, mais dont la somme des engagements individuels, devient une force collective (voir en France, les phénomènes de la « manif pour tous » ou des « bonnets » de toutes couleurs). Quelles leçons en tirer si demain, on veut développer, enfin, des mobilisations efficaces pour faire évoluer la politique de l'Union européenne ?

c/ une puissance militaire à construire ?

Le site « Vie publique » semble regretter que, concernant l'Europe, « *sa puissance militaire est encore à construire* ».

Dans le Monde du 18.09.2012, Pascale Joannin, directrice générale de la Fondation Robert Schuman, estime que « *Le monde réarme, l'Europe désarme* » et « *semble prête à se priver d'un outil militaire incontournable pour peser sur la scène mondiale, affaiblissant ainsi son message pacifique, favorable au multilatéralisme et à la coopération internationale* ».

De telles déclarations alarmistes sont-elles justifiées ? Un spécialiste comme le colonel Jean-Louis Dufour a une opinion plus nuancée. Dans un article récent ⁽⁴⁴⁾, il déclare : « *On peut toujours s'inquiéter de voir l'Europe désarmée quand d'autres pays s'arment à tour de bras. (...) Il n'y a cependant rien là qui menace l'Europe. Depuis 1945, sauf exceptions, les États ne se font plus la guerre. Rien ne garantit la pérennité du phénomène. Mais rien, ou presque, n'incite l'UE à monter d'urgence sur ses grands chevaux* ».

En fait, le débat sur les faiblesses militaires de l'Union européenne masque un autre débat : celui sur le contenu de la puissance aujourd'hui, mais aussi pour demain. La notion de puissance reste fondée sur les vieux paradigmes : la puissance, c'est d'abord la force militaire. C'est l'idée qui sous-tend la tribune libre de Catherine Aston en décembre dernier⁽⁴⁵⁾ : « *Si l'UE veut conserver sa place d'acteur mondial au XXIe siècle, les Européens doivent coopérer plus étroitement. La logique d'une politique européenne de défense plus forte est triple : elle est politique, pour assurer que l'Union réalise ses ambitions sur la scène internationale. Elle est opérationnelle, pour donner à l'Europe la capacité d'agir sur le terrain. Elle est enfin économique, pour garantir des emplois et stimuler l'innovation en période d'austérité* ».

Y-a-t-il une alternative crédible en terme de contenu aux notions habituelles « *d'Europe puissance* » ou de maintien de « *l'indépendance nationale* » ? Ce sera le sujet de la deuxième partie de cet article...

44 Ancien rédacteur en chef de la revue «Défense», in

<http://www.leconomiste.com/article/914710-une-union-europ-enne-sans-d-fense-pourquoi-paspar-le-colonel-jean-lo-uis-dufour#sthash.wrV4lX62.dpuf>

45 Catherine Ashton (Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, vice-présidente de la Commission européenne, Le Monde, 18.12.2013

B/ une vision politique « Europe 2050 » est-elle possible et crédible, à quelles conditions ?

1/ des objectifs novateurs

Cette deuxième décennie du XXI^e siècle souligne deux défis posés à la communauté internationale et spécialement aux Européens, du fait de l'originalité de la démarche politique qui a été celle de la construction d'un continent pacifié après avoir connu deux conflits majeurs. Empêcher que les conflits régionaux deviennent autant d'abcès de désagrégation de régions entières de notre planète et empêcher que ne renaisse une course aux armements et à la constitution de puissances rivales, faute d'alternative crédible à la sophistication accrue des armements. Si l'Union européenne veut sortir d'une certaine stagnation politique, reprochée par de nombreux critiques, elle doit oser deux objectifs majeurs dans sa politique étrangère de défense et de sécurité.

a/ soutien à l'action de l'ONU

Les dernières crises au Mali, en Centre-Afrique et en Syrie montrent que les conflits inter-étatiques, aujourd'hui, appellent de plus en plus un engagement de l'ensemble de la communauté internationale pour trois raisons. Ils conduisent rapidement à des exodes de population et de réfugiés qui risquent de déstabiliser des pays voisins. Ils sont manipulés très rapidement par des forces extrémistes, émanations plus ou moins directes de groupes terroristes. Par leur caractère de guerre civile, ils deviennent des foyers de circulation d'armes conventionnelles en tout genre, susceptibles d'aller à leur tour, alimenter des tensions voisines. Même, ils peuvent déboucher sur des risques d'utilisation d'armes de destruction encore existantes, armes chimiques en Syrie, nucléaires au Pakistan. De ce fait, ils expriment un besoin de « *plus d'ONU* » car aucun pays, à lui seul ou en coalition, ne peut résoudre la globalité des problèmes posés. La France le constate, à ses frais, tant au Mali qu'en centre-Afrique.

Si l'on veut construire une véritable sécurité globale et soutenir le renforcement du multilatéralisme aujourd'hui dans les relations internationales, il est clair que la priorité de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) passe en priorité par le soutien et le renfort au "rôle central" des Nations Unies et à leur action concrète.

Cela suppose que ce soutien au renforcement du droit international et à l'action de l'ONU, soit mis au cœur d'un nouveau concept stratégique de sécurité et de défense et d'action internationale, base d'une « Europe vertueuse ».

L'Union Européenne a-t-elle les moyens de peser pour ce soutien à l'ONU ? Le poids politique potentiel de l'Union européenne aux Nations unies ne doit pas être sous-estimé. Avec ses 28 États membres, l'Union européenne représente 13% des membres de l'ONU et 30% de l'économie mondiale, 36% du budget ordinaire de l'ONU et environ la moitié des contributions volontaires à ses Fonds et programmes. Sa contribution aux opérations militaires autorisées par l'ONU s'élève à plus de 50 000 soldats. À l'heure de développement de la mondialisation, l'Europe est bien une clé de l'avenir de l'ONU et du multilatéralisme.

b/ démilitarisation des relations internationales

Le deuxième objectif majeur que l'Europe doit oser est de porter un grand projet de démilitarisation des relations internationales. Elle signifie l'action pour l'application renforcée de tous les traités de désarmement et leur extension (armes nucléaires), condition de l'affaiblissement puis de la disparition des alliances militaires. Elle permettrait la réduction et la réorientation des dépenses militaires pour le développement de politiques communes civilo-militaires au service de la consolidation de la paix. Elle nécessiterait les moyens techniques et militaires communs correspondants, le soutien à la transformation, la

démocratisation des outils économiques liés aux Nations-unies (FMI, BM, OMC) pour construire un développement économique planétaire équilibré.

Des initiatives fortes de relance du désarmement recueilleraient un écho très favorable dans l'U.E et dans les pays non-alignés aujourd'hui. Des pays comme l'Allemagne ont marqué dans les dernières années leur intérêt pour les processus de désarmement, y compris pour le nouveau processus en voie de démarrage visant l'interdiction des armes nucléaires pour motifs humanitaires (Vienne accueillera fin 2014 une Conférence internationale sur ce thème).

L'Union européenne a déjà agi pour soutenir le contrôle des productions et transferts d'armements. Elle pourrait contribuer plus à relancer les mécanismes internationaux de maîtrise des armements et les négociations de désarmement, l'interdiction et l'éradication complète des armes de destruction massive, notamment des armes nucléaires. Cela suppose de re-développer des campagnes politiques fortes pour l'application et l'approfondissement des Traités existants et l'amélioration de leurs dispositifs de vérification, la négociation et l'application de nouveaux accords.

2/ pour que l'U.E joue un rôle moteur

L'Union européenne tient déjà un rôle important dans les opérations post-conflits, les opérations humanitaires. Elle pourrait devenir un acteur-clef incontournable dans tout ce qui touche au maintien de la paix au service des Nations unies et dans tous les dispositifs de formation et d'éducation, concernant la promotion de la culture de la paix.

a/ le maintien de la paix

L'UE a les moyens et une expérience certaine pour développer aussi des dimensions civiles de prévention des conflits, de gestion des crises et de reconstruction post-conflits. Elle a une expérience acquise sur le terrain en Bosnie et Kosovo, en Afrique pour la Belgique et la France. L'UE est aussi un partenaire privilégié de l'OSCE dont le bilan en matière de prévention civile des conflits est positif, bien que l'action de celle-ci semble décliner. Cette expérience pourrait être davantage mise au service de la communauté internationale sur d'autres continents au travers, par exemple, d'un service civil européen pour la coopération et le développement.

Enfin, sur le plan militaire, l'Europe pourrait fournir des matériels et moyens humains «d'intelligence» (satellite, avions de surveillance, drones), avions transports de troupe, porte-avions commun, expertise d'observateurs et de contrôleurs (scénario de l'Irak), médiateurs (situation du Kosovo) au service des opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Les programmes de l'Agence Européenne d'Armements seraient inscrits dans cette finalité en transformant celle-ci en «pôle public européen» de l'armement, permettant de répondre à ceux qui s'inquiètent et refusent toute "marchandisation" des armements. Ils pourraient contribuer à créer une norme de matériels et de procédures militaires «Nations-Unies» réellement universelle, alors qu'il n'existe qu'une norme «OTAN».

La définition de ces coopérations nouvelles au service de la paix permettrait de rendre effective la réduction du niveau global des dépenses militaires européennes et des forces armées, au lieu, comme aujourd'hui, de prêcher pour leur augmentation.

Fondamentalement, l'Europe permettrait ainsi aux Nations-Unies de gagner une véritable "autonomie" de choix et d'action par rapport aux moyens de l'actuelle hyper-puissance américaine. Pourquoi l'UE ne jouerait-elle pas un rôle actif dans la réactivation du Comité d'État-major, prévu par la Charte de l'ONU et actuellement en sommeil ? Un comité de coordination militaire européen trouverait alors sa justification et éviterait les problèmes rencontrés aujourd'hui avec les britanniques sur cette question.

Cette évolution permettrait aussi de contourner l'épineuse question de la relation avec l'OTAN. Au moment où les dirigeants de l'OTAN, les dirigeants des USA cherchent à intégrer davantage les Européens dans l'OTAN pour qu'ils prennent en charge la « surveillance » du

flanc européen, alors qu'eux-mêmes se tournent vers le Pacifique et la Chine, ce décentrement vers l'ONU permettrait d'échapper aux pièges des rivalités de puissances et de blocs, qui risque de renaître de l'extension des missions de l'OTAN et de l'extension du bouclier anti-missile états-unien.

Elle pourrait rendre progressivement obsolète, dans les faits mêmes, le maintien de cette organisation militaire, donc son existence, si l'essentiel des opérations militaires internationales de maintien de la paix se traitait exclusivement dans le cadre des Nations unies et avec la participation forte de l'Union européenne... La lutte pour le «dépassement» de l'OTAN dont on parle sans dégager d'axe concret pourrait y trouver un nouveau souffle, ceci sans créer de «vide» stratégique ou de «rupture» du lien transatlantique.

b/ le développement de la culture de paix

Le deuxième grand objectif que l'Union européenne doit assumer est celui de l'action résolue pour l'évolution des mentalités et le renforcement d'une culture de paix, suivant l'objectif central de l'UNESCO.

L'UE a la capacité et elle pourrait acquérir la légitimité pour jouer un rôle pilote en termes d'éducation à la paix, à la tolérance, aux droits humains et au refus de la violence, en profitant mieux de la chance d'avoir le siège de l'UNESCO en Europe, à Paris. L'UE jouerait un rôle historique en promouvant de nouvelles valeurs universelles basées sur une Culture de la paix. Cet effort, pour réussir, devrait s'appuyer sur l'engagement des collectivités locales et des organisations d'éducateurs européens pour faire reculer toutes les violences, du local au mondial. Une telle politique d'éducation à la paix, à la tolérance et aux droits de l'homme, doit viser tant l'action interne, dans tous les pays membres, avec des modifications des programmes officiels d'éducation, que l'action externe au travers de la coopération décentralisée qui engage déjà des centaines de collectivités locales en France, en Italie dans les pays européens.

Le rayonnement de l'Europe gagnerait donc considérablement à refuser la logique de développement de puissances antagonistes et sur-militarisées, à s'inscrire comme "*pôle de puissance positive ou vertueuse*" dans le monde.

Conclusion : une Europe puissance « vertueuse »

Faire aboutir de telles orientations suppose l'apparition d'une volonté politique forte et innovante qui s'oppose à des idées qui semblent au premier abord de bon sens comme : «le monde est dangereux, il ne faut pas baisser la garde...». Ces idées ont abouti dans des impasses qui s'appellent extension de la prolifération, pourrissement de conflits locaux, diffusion des extrémismes et du terrorisme.

N'est-il pas temps aujourd'hui, comme pour les problèmes de l'environnement, de prendre des voies plus originales et plus courageuses pour construire un monde «durable» aussi en terme de paix, de sécurité et de droit international.

La vision d'une « *Europe puissance vertueuse* » pour la paix, le désarmement et le soutien aux Nations-Unies n'est sans doute pas majoritaire encore au sein des gouvernements européens mais elle pourrait le devenir dans les opinions publiques si des volontés politiques se dégageaient au sein des principales forces de la société civile et du Parlement européen.

Une « *Europe puissance vertueuse* » ne serait pas une Europe impuissante, elle disposerait d'alliés nombreux dans le monde parmi toutes les puissances émergentes qui ont intérêt à un nouvel ordre international différent des dominations du passé. Elle s'appuierait sur une société civile en développement dans un nombre croissant de pays, et à laquelle les nouveaux moyens d'information comme les « réseaux sociaux » donnent une force nouvelle. Partenaire privilégié des Nations unies dans tous les domaines, du civilo-militaire au renforcement du droit international et d'une nouvelle culture de paix, l'Europe serait une puissance d'un type nouveau mais une puissance respectée.

Cette vision suppose une très forte intervention citoyenne, l'ouverture d'un large débat sur

les stratégies et visions de l'Europe. Ce débat devrait bien sûr être élargi à d'autres thématiques que nous ne pouvons pas traiter dans ce dossier comme la mise en cause des dogmes économiques ultra-libéraux, la défense des biens communs et la création de droits communs de qualité pour tous les Européens : législation sociale et salaire européen de base, dans une perspective d'alignement vers le haut. L'Union européenne a un futur, à condition que les modes de fonctionnement opaques et bureaucratiques d'aujourd'hui reculent devant les exigences de participation citoyenne qui parcourent nombre de sociétés européennes.

La mobilisation populaire n'est pas vraiment une réalité aujourd'hui. Qu'en sera-t-il demain ? Les événements des deux dernières années, « printemps arabe », mobilisations populaires grecque et ukrainienne montrent que les opinions publiques européennes sont traversées par des mouvements profonds, même s'ils peuvent s'exprimer sous des formes contradictoires, et donc que l'avenir n'est pas écrit.

Hors-dossier :

retour sur la Conférence-débat de l'ARAC et de l'IDRP : « l'Europe des nations, une réalité pour demain ? »

**Contribution de Jean-Charles Schmidt,
Fédération des officiers et sous-officiers républicains (FORR)**

Vous avez posé une question en rapport avec votre présence à une réunion à Rome sur la défense européenne. Il ne peut pas y avoir de défense européenne s'il n'y a pas de politique commune de sécurité et de défense. L'opération Serval en est une brillante expérience puisque la France est intervenue seule les autres pays ne se sentant pas liés par les mêmes engagements avec l'Afrique et notamment l'Afrique noire.

Je suis de ceux qui pensent qu'il n'y aura pas de défense européenne parce que nous vivons une contradiction majeure, il ne peut pas y avoir deux alliances sur un même théâtre d'opération. La réintégration dans l'organisation militaire de l'OTAN est un mauvais coup pour la construction européenne. Le maintien du traité de l'Atlantique Nord dans sa conception et ses fondements de 1949 est en opposition avec une construction et une sécurité européenne. Autre question posée aujourd'hui, c'est la justification du maintien des troupes Anglo-Nord-américaines en Europe et ça c'est un débat... je ne dis pas qu'il y a une décision à prendre mais c'est une question que l'on n'aborde jamais et il est nécessaire de la poser dans la mesure où l'on peut s'interroger sur leur « neutralité » en cas de changements radicaux de politique voulus par des peuples d'Europe.

Il y a quelques années, une grande université, où des spécialistes de la prospective militaire réfléchissent à ces questions car il y a beaucoup plus d'interactivité entre l'Université et les armées qu'en France, faisait un bilan des dangers auxquels les États-Unis auraient à faire face dans les cinquante prochaines années. Là où elle s'était trompée et considérait que pratiquement l'effondrement de la Russie était carrément irréversible et qu'on était tranquille à peu près pour 30 ans. Le 2^{ème} point, la Chine n'était pas un danger car, au bout du bout, les chinois étant des commerçants par construction, on n'irait pas à la confrontation, on arriverait toujours à un négoce pour se repartager le monde. Et il y avait un pays qui posait un réel problème c'est ce satané village gaulois qui posait un problème de sécurité aux États-Unis puisqu'il considérait qu'il s'opposait frontalement à ce que vous avez cité d'ailleurs c'est la conception messianique des États-Unis,

c'est-à-dire l'adoption par le monde entier de leur modèle face à un pays qui prétend tendre à l'universalité et qui croit à la supériorité de son message à tort ou à raison. Cela devait conduire à un affrontement tôt ou tard.

Vous avez parlé de l'exceptionnalité culturelle, mais, l'exceptionnalité culturelle, ce n'est pas simplement un art de vivre, un art de penser, c'est aussi le véhicule d'une idéologie différente. Quand on lit les philosophes, quand on lit Sartre, quand on lit tous les penseurs français, on lit aussi autre chose, ce n'est pas un hasard si, dès le début du 20^{ème} siècle, tous les révolutionnaires et tous les nationalistes qui se sont battus pour leur pays étaient francophones. Tout le 19e et le début du 20^e siècle, les rapports de police dans toutes l'Europe mentionnaient, que les manifestants ont crié « à bas le roi » et « ont chanté la Marseillaise » Ils n'étaient pas francophones uniquement par rapport à la langue mais par rapport au véhicule des idées que représente le Français universel.

Et n'oublions pas que notre pays qui devient de plus en plus jeune, qui n'a jamais besoin d'aller chercher ailleurs une bourgeoisie pour le dénigrer va se retrouver quand même à gérer à terme un milliard de francophones du fait du mécanisme de la démographie et que nous ne sommes pas dans une logique de régression de notre langue et donc des idées qu'elle véhicule.

3^e élément, on parle de l'Europe, l'Europe elle est construite sur un jeu de « poker menteur ». Certains disent « l'Europe c'est l'indépendance » : Faux, l'Europe quand elle a été construite dans le traité de Rome, arrangeait la puissance impériale, car la puissance américaine voyait à travers le traité de Rome un marché unique qui lui permettait de dépasser les frontières nationales pour pouvoir se développer dans la suite du plan Marshall.

L'Europe, elle est construite à l'époque contre le bloc soviétique, ce qui pose d'ailleurs le problème de la relation d'une partie du mouvement progressiste à l'Europe. Je veux dire par là qu'elle condamne la construction européenne à priori parce qu'elle vient dans leur esprit contre le camp dit socialiste mais comme le dira plus tard Jean-Pierre Chevènement « leur misère a fait notre richesse » car l'effort de guerre considérable qu'a fait le camp socialiste contre le camp occidental a eu deux conséquences. La 1^{ère}, il fallait que le capitalisme montre que c'était la vitrine du progrès social et de la démocratie et l'on a eu ce que l'on a appelé chez nous « les 30 glorieuses ». Je rappelle quand même qu'on a pu avoir ce développement de la société française alors que depuis 1940 sous l'occupation la France a été le pays le plus pillé par l'occupant grâce à la collaboration de Pétain, qu'elle a commencé dès 1945 des guerres coloniales. Je me rappelle, étant enfant de la guerre d'Algérie au 1 milliard et demi de francs par jour, et malgré ça nous sommes la 5^e puissance économique au monde et comme disait mon père, ça doit être un pays sacrément riche, quand on voit le nombre de sangsues, qu'il y a dessus.

J'ai en plus de la chance par rapport à beaucoup d'autres français. Par la famille de mon père j'ai été intégré, réintégré, sorti et ressorti de la France car, moi, je suis un descendant des Optants de 1871. Thiers a décidé qu'on me vendait à l'Allemagne, à la Paix de Francfort. Après en 1918, je redevais français ; après en 1940, j'étais territoire du Reich.

Cela dit, la question qui nous est posé aujourd'hui : est-ce que l'Europe, dans son organisation, ses structures, a pour but de répondre aux aspirations et aux besoins des peuples qui sont dans cet ensemble ? Les peuples d'Europe sont-ils souverains, les États Nations sont-ils dépassés ? Est-ce qu'il n'y a pas un antagonisme fondamental entre libre-échangeisme pour la recherche du profit immédiat face à l'aspiration des peuples ? C'est, il me semble, la vraie dimension du débat.

Dernier élément, je pense qu'il faut que nous devons être très vigilant au sein de l'Europe, à la résurgence des nationalismes extrêmement dangereux en Europe, que tout le monde évacue au nom de l'union sacrée pour continuer de construire l'Europe. Je cite : « *les slovaques qui considéraient*

que les Valaques, les Magyars n'étaient pas des citoyens slovaques et devaient être privés de leurs droit de vote », conséquence du Traité du Trianon de 1919, la Transylvanie hongroise que revendique le gouvernement qu'on dira ultra-nationaliste et antisémite de Budapest qui ressemble plus à Ortiz qu'à Michel Karoli et la liste est longue. Par ailleurs, les grandes puissances européennes savent pousser leurs pions au nom de leurs intérêts « bien compris ».

Vous avez cité, amiral, l'affaire de la Yougoslavie, vous savez comme moi que les français ont quand même fait une erreur en aliénant des liens séculaires avec le peuple serbe pour aller dans les cantines de l'OTAN mais à la même époque, tout le monde le sait aujourd'hui, la République Fédérale d'Allemagne a utilisé des stocks de l'ex-Allemagne de l'Est pour armer la Croatie parce que l'Allemagne voulait faire imploser la Yougoslavie. Aujourd'hui, l'Allemagne contrôle le secteur bancaire en Slovénie et en Croatie, les américains ont une Base de « Grandes oreilles » au Kosovo et la France..... !!!

Dernier élément, vous n'avez pas évoqué une question qui me paraît aussi essentielle à laquelle, nous allons être confrontés. C'est au Marin que je m'adresse, on nous a supprimé deux frégates, nous avons et vous avez raison de le dire, la façade maritime la plus importante d'Europe, où nous n'avons rien à défendre puisque la Communauté Européenne a décidé de liquider la pêche française, on peut aussi se poser la question à quoi sert notre marine nationale ?

Vous savez que notre marine nationale va avoir à défendre la zone d'intérêt économique, la deuxième du monde après les États-Unis d'Amérique et dans ces zones d'intérêt économiques il y a notamment ses eaux du golfe du Mexique et de la Guyane et du gaz de schiste, ce n'est pas à vous aujourd'hui que je vais dire que nous n'avons pas la marine qui peut faire face à cette problématique. C'est donc à la fois une question de défense et de stratégie politique. C'est des questions qui me paraissent essentielles.

Pour finir, je voudrais surtout dire une chose, s'il y a qu'une seule chose qu'il ne faut jamais mépriser, c'est le peuple de ce pays. Et je le dis parce que j'ai été de ceux qui ont organisé la campagne du « NON » au référendum et je me rappelle à l'époque, qu'est-ce que j'étais fier de notre peuple français pour son élévation du débat, pour la question qui était posée, par la nature des débats qui étaient posés, j'ai assisté à des choses vraiment hallucinantes. Des amis me racontaient notamment qu'une caissière de supermarché qui, à son poste, rencontre sa voisine, qui lui dit, « vous avez lu, vous, le référendum et qu'est-ce que vous en pensez ? » Imaginez beaucoup de gens, soit disant avinés, abrutis, stupides, le peuple français en gros, qui peuvent, au coin d'une caisse de supermarché, discuter de l'Europe, de ce traité indigeste où ils votent en connaissance de cause et, après une analyse politique profonde, de chaque citoyen de ce pays contre le bradage, contre les massmédia, etc..

Comment voulez-vous qu'on construise une Europe avec l'adhésion des peuples, y compris avec des peuples qui nous disent : « chez nous, on ne veut pas nous faire un référendum, on compte sur vous ». Ça a été ça aussi le problème et je crois que, plus que jamais, nous avons une responsabilité, pas hégémonique, mais nous avons une responsabilité culturelle, historique, démocratique dans ce pays, pour rappeler ce que disait St-Just « *le bonheur est une idée neuve en Europe* ».

Je vais simplement dire mon sentiment sur la question et d'abord une frustration. Il y a deux grands absents dans ce débat.

Le premier sans doute parce que je suis juriste, mais aussi parce que je suis de ceux qui se battent pour dire que le droit est un combat citoyen : L'Europe fait partie du monde, qui est régi par des règles de droit international. Il n'a pas été dit un mot sur le droit international ni de la question de savoir si l'Europe est conforme au droit international ou y est contraire et, si elle y est contraire, si c'est le droit international ou l'Europe qui a tort. Cela pose quand même question.

Et la réponse va être donnée par la 2^{ème} absente bien qu'elle ait été discrètement évoquée dans certaines interventions : c'est la question de la souveraineté nationale, qui n'est pas l'exploitation de l'idéologie nationale contre la nation d'à côté, mais qui est la souveraineté populaire sur la base de la Nation. La souveraineté populaire est aujourd'hui la question centrale des institutions car elle se situe dans le gigantesque tournant de l'histoire de l'Humanité qui a commencé à la fin du 18^{ème} siècle et qui se terminera peut être au 23^{ème} ou 24^{ème} siècle.

C'est la question de savoir si l'être humain est un objet de pouvoir ou un acteur titulaire collectif du pouvoir sur la société et sur la nature. C'est le passage du pouvoir d'en haut vers le bas au pouvoir d'en bas vers le haut. La question de la souveraineté populaire est au cœur de la première grande bataille du 19^{ème} siècle, en France pour le contenu de la démocratie quand la bourgeoisie a confisqué au peuple la révolution de 1789 et qu'il faut le lui rendre, ce qui d'ailleurs a abouti à la Commune de Paris. Et c'est parce que la 4^{ème} République a été, même avec des insuffisances qui ont causé sa mort, la période la plus avancée des institutions en matière de souveraineté populaire, qu'elle a été tuée par le coup d'état qui est à l'origine de la 5^{ème}. Et il ne faut pas oublier que c'est par la mise en œuvre historique de la souveraineté populaire que l'action organisée de notre peuple par ses pétitions ou ses délégations au parlement en juillet 1954 a fait basculer la majorité de l'assemblée nationale pour finir par un rejet de la communauté européenne de défense et que c'est parce qu'il y avait eu ça qu'il fallait en finir avec la 4^{ème}.

Voilà au niveau de la France mais la notion de souveraineté populaire a été promue en valeur universelle par le droit international avec la place fondamentale donnée à celle de souveraineté nationale. Je voudrais dire rapidement en quoi c'est le droit international qui a raison et ce qui ne lui est pas conforme qui a tort, Jusqu'en 1945, les relations internationales étaient régies par les rapports d'alliance, de coalition, de guerre, de traité de paix par lesquels les pouvoirs d'en haut se partageaient les peuples, les territoires, les richesses. Cela avait donné deux guerres mondiales, il fallait que ça s'arrête et que ça ne recommence pas.

La conscience universelle appuyée sur les peuples a créé la Charte des Nations Unies qui est la base fondatrice d'un droit international qui pour la première fois est universel et égalitaire. La Charte dit « égalité des Nations grandes et petites » et fonde un concert international qui est aujourd'hui de 193 pays ayant une égalité de droit et de pouvoir

commun. La Charte des Nations Unies inverse le pouvoir sur les peuples en pouvoir des peuples. Son préambule magnifique commence par : « *Nous peuples des Nations Unies* » « *Nous* » à la première personne du pluriel, maintenant c'est NOUS les souverains, « *Nous peuples* », au pluriel, parce qu'il y a une population mondiale mais il y a des peuples différents. « *Nous peuples des Nations-Unies avons décidé d'unir nos efforts* » On remplace une logique verticale de pouvoir sur les peuples en logique horizontale de concert des peuples souverains, libres, égaux. Et en même temps Le Préambule de la Charte affirme : « *avons décidé d'unir nos efforts. En conséquence nos gouvernements ont signé la présente Charte* ». C'est-à-dire qu'elle affirme que les États sont les instruments d'exercice de cette souveraineté.

Quand on me dit, les États sont souverains à l'ONU, je mets zéro, car un État ne peut pas être souverain, c'est un instrument de souveraineté. C'est comme si, dans un accident de voiture, on disait « ma voiture a voulu », alors que c'est moi qui la conduis. Et les États sont les instruments par lesquels, à l'ONU, les peuples unissent leurs efforts. Et la Charte admet certes les organisations régionales et les prévoit mais dans le respect des principes de la Charte. C'est-à-dire des organisations régionales qui ne confisquent pas la participation de chaque peuple à toute la société mondiale.

Je veux bien moi appartenir à une organisation européenne à condition que ce ne soit pas une mutilation de mon appartenance pleine et entière à une société mondiale. C'est le contraire du nationalisme, ce n'est pas du repli, c'est l'application de Jaurès « *un peu d'internationalisme éloigne de la partie, beaucoup d'internationalisme y ramène* » .

Le problème, c'est qu'aujourd'hui ça ne marche pas nécessairement, je rappelle qu'une des règles de la Charte est son article 2-4 : « interdiction de recours à la force et à la menace de la force dans les relations internationales et interdiction de porter atteinte à l'autorité d'un État. Même l'ONU ne doit pas intervenir dans la compétence intérieure des États, parce que en principe l'État est un instrument du peuple

Le principe fondamental, qui est le 2^{ème} pilier de la Charte, est que tous les peuples ont un droit exclusif à la maîtrise de leurs affaires, ce que l'on appelle leur droit de libre disposition, maîtrise de leurs affaires sans aucune intervention étrangère avec l'obligation de respect mutuel de ce droit.

Et l'Europe devrait être simplement un additif pour gérer les questions spécifiquement régionales mais en respectant nos droits :

1 - d'avoir nos propre relations avec l'Alba en Amérique du sud

2 - d'avoir nos promotions de droit social, de service public sans avoir à demander la permission aux Lituaniens ou à d'autres.

Ça c'est l'exercice du principe de souveraineté nationale en droit international et il n'est pas réactionnaire. Pourquoi ça ne marche pas ? Y compris à l'ONU, car l'ONU ne l'applique pas et le viole.

Parce que la Charte n'a donné au peuple que le pouvoir politique et pas économique.

Pendant qu'elle était instituée étaient signés, en dehors de la Charte les accords de Bretton Woods qui réservaient la gestion économique du monde aux institutions financières internationales le FMI, l'OMC, la Banque Mondiale, qui ne font pas partie de l'ONU et qui à la différence des critères de l'ONU qui sont universalité, égalité, ne sont ni universelles ni égalitaires et le résultat c'est que les États au niveau national et l'ONU par le rôle qu'ils y jouent sont un peu comme un autobus qu'aurait acheté une commune. La commune achète l'autobus pour assurer la liaison avec la gare la plus proche, avec l'hôpital, l'école, embauche un chauffeur mais il y a dans le coin un gros industriel qui dit « mais il m'arrangerait bien cet autobus », il corrompt le chauffeur et l'autobus va servir à l'industriel.

Eh bien le problème des États qu'il soit au niveau mondial ou européen est le même que quand on nous fait l'austérité pour payer au marché. On ne sait pas quelle dette, à quel marché ni pourquoi. C'est-à-dire que l'organisation économique du monde corrompt et empêche le droit international et fait que la Charte des Nations Unies, qui est un progrès historique d'une modernité extraordinaire, est encore en couveuse et ils veulent en faire un enfant mort-né. La situation est là aujourd'hui.

Lors de la première guerre du Golfe, l'Égypte avait voté « pour », on lui a supprimé une dette, le Yémen avait voté « contre » on lui a supprimé un prêt. Et c'est pourquoi nous avons fait récemment avec notre Association Internationale des Juristes Démocrates une conférence internationale à Paris en mai dernier sur « l'exigence économique d'un nouvel ordre économique international ». Nous avons lancé cela en 1984 en pensant uniquement aux pays du Sud, et à ce que l'on appelait la « dette odieuse » due à l'état dans lequel ces pays étaient après le colonialisme. Aujourd'hui la dette odieuse c'est celle de la Grèce, c'est celle du Portugal, c'est la nôtre mais c'est même celle des États Unis.

N'oublions pas que quand Obama est amené à réduire le programme de santé pour payer la dette qui autrement réduirait l'État américain à la faillite ça veut dire que, à des degrés différents, tous les peuples sont colonisés aujourd'hui, et que le problème est qu'il faut arriver à passer pour les peuples du pouvoir politique au pouvoir économique. C'est une grande lutte mais il en est de leur pouvoir comme pour les droits de l'homme pour lesquels on dit qu'il y a une première génération, celle des droits civils et politiques puis une deuxième génération 2 siècles plus tard avec le préambule de la constitution française de 1946 puis en droit international avec le pacte des Nations Unies en 1966 sur les droits économiques sociaux et culturels sans lesquels on ne pourrait pas exercer les droits civils et politiques.

Aujourd'hui se pose l'exigence de passer des pouvoirs politiques des peuples à leurs pouvoirs économiques souverains par de grandes coopératives mondiales (de l'eau etc.), c'est une utopie mais pas plus que l'abolition de l'esclavage et c'est une condition pour l'avenir et pour éviter les pires catastrophes mondiales.

Voilà quel est le problème et celui de l'Europe c'est le même, pourquoi ? Parce qu'aujourd'hui, toute cette pression économique réussit à récupérer l'ONU qui doit être l'endroit horizontal où les peuples se concertent, en outil vertical de pouvoir sur les peuples pour les plus grands profits des fameux marchés. Et une Europe verticale,

quelle que soit la forme de cette verticalité est forcément un outil semblable, participant de la même confiscation de la concertation libre et souveraine des peuples unis pour leur développement. Cette construction Européenne, cette Europe centralisée, intégrée, quelque soit le minimum auquel serait réduite une intégration, aura toujours le même vice parce que c'est exactement le même débat que pour la réforme territoriale qui, aujourd'hui en France, met en cause le pouvoir des communes et des citoyens. C'est pourquoi l'alternative ne peut pas être dans la suprématie d'un Parlement qui, unique et commun, resterait une instance supranationale.

Il ne s'agit pas pour autant d'oublier l'Europe, mais à condition qu'elle soit un plus et pas un moins, que nous soyons à part entière dans l'organisation mondiale du concert des Nations, Un individu ne doit pas être perdu au milieu de la population mondiale, chaque individu a un droit de l'homme fondamental, c'est son droit aux droits de son peuple, avec les différences entre les peuples C'est dans cette société internationale des peuples qu'est l'avenir et pour l'Europe, l'alternative est l'abolition totale de toute forme d'intégration, ce qui n'implique pas un repli sur soi : pourquoi ne pas faire une organisation des nations d'Europe qui n'aurait aucune structure supra nationale mais qui coopérerait dans le même esprit que coopère l'ONU, et où les peuples seraient représentés par les délégués de leurs instances nationales, gouvernement et / ou Parlement national. Et, à la place de ce qui est le Parlement Européen on pourrait prévoir une sorte de Conseil Économique et Social comme celui qu'il y a au niveau international près de l'ONU, avec un rôle consultatif, et où pourraient intervenir toutes les organisations syndicales, sociales, environnementales auprès de leurs gouvernements respectifs.

L'essentiel est qu'y demeure plein et entier l'exercice de notre citoyenneté par notre État, l'Assemblée Générale des Nations d'Europe composée des représentants des institutions nationales de chaque peuple, pourrait seule être l'instrument de l'exercice de leur souveraineté pour une coopération régionale dans le respect de leur liberté, de leur libre disposition, de leur droit personnel au progrès sans attendre que tous se soient mis d'accord. Car s'ils font des progrès tout seul c'est exemplaire pour les autres, que l'on fasse enfin une société d'avenir qui soit vraiment la société des peuples.

SOMMAIRE -----

❑ dossier 1 : Les défis de la guerre

◆ Charles-Philippe David, université du Québec à Montréal

◆ Bruno Drweski, maître-assistant à l'INALCO

◆ Jacques Le Dauphin, directeur de l'IDRP



❑ dossier 2 : Quel avenir pour l'Union européenne ?

◆ Daniel Durand, chercheur à l'IDRP



❑ hors-dossier : retour sur la conférence ARAC-IDRP

◆ Jean-Charles Schmidt, FORR

◆ Roland Weyl, avocat à la Cour

Nouvelles brèves :

O le prochain numéro des Cahiers de l'IDRP paraîtra en juin. Il comportera un dossier intitulé « Les conflits qui secouent le continent africain », et un second « L'UNESCO et la culture de paix ».

Les Cahiers de l'IDRP - Publication trimestrielle de l'Institut de Documentation et de Recherche sur la Paix -

Directeur de publication : Jacques Le Dauphin - C.P.P : en cours

Prix au numéro : 5 € - Abonnement annuel (4 n°) : 16 €

IDRP -Siège de l'ARAC, 2place du Méridien 94807 VILLEJUIF CEDEX – <http://www.institutidrp.org> -

Contact :06 68 12 82 15